



Éditorial

Un anniversaire... dans la lucidité

En cette fin d'année 2018, l'association Les Territoires de la Mémoire célèbre ses 25 ans d'existence. Cela fait donc un quart de siècle que bénévoles, militants, permanents se sont associés pour effectuer, avec toutes les compétences, la motivation et l'engagement disponibles, un travail de sensibilisation à la mémoire de certains faits dramatiques du passé, à leur compréhension et l'inscription du savoir qui en découle dans un projet d'édification d'une société plus juste, plus tolérante et plus respectueuse de chacun. Toutefois, comme le rappelle son directeur dans ces colonnes, s'il s'agit bien d'un anniversaire, l'esprit ne peut être totalement à la fête.

De fait, un simple coup d'œil sur la carte politique de l'Europe permet de se rendre compte que l'évolution de la tonalité générale, en 25 années, tend davantage vers un gris triste et potentiellement menaçant que vers l'azur d'un ciel sans nuages. Qu'on en juge : en 1993, un personnage comme Silvio Berlusconi n'était pas encore Président du Conseil italien et, en 2018, son parti de droite populiste Forza Italia se fait doubler sur sa droite par la xénophobe Ligue du Nord, rebaptisée Lega et devenue la deuxième formation du pays, loin derrière l'étrange formation populiste du Movimento 5 stelle fondée par l'humoriste Beppe Grillo.

En Allemagne, c'est la percée fulgurante du mouvement Alternative für Deutschland qui inquiète. Après avoir manqué de peu son entrée au Bundestag en 2013, soit quelques mois à peine après sa fondation, ce nouveau parti y fera une entrée fracassante en 2017 avec 12,64% des voix et 94 sièges. Pour ce qui est de la France, il nous faut noter la qualification, à deux reprises, d'un Le Pen au second tour de l'élection présidentielle : le père Jean-Marie en 2002 et la fille Marine en 2017. Sans parler des récents résultats en Suède, du retour du FPÖ au pouvoir en Autriche en 2017, d'une certaine forme d'autoritarisme qui semble parti pour s'inscrire dans la durée en Hongrie et en Turquie, ou de la descente aux enfers de l'Ukraine.

Et comme si cela ne suffisait pas, ces montées aux extrêmes s'accompagnent d'un effondrement des partis traditionnels, une « pasokisation » constatée à maints endroits et que nous soulignons déjà pour le cas autrichien dans notre texte du numéro 77 de cette même revue.

Alors, oui, fierté légitime du travail accompli en 25 années d'existence, travail que les pages du présent numéro s'efforceront d'illustrer tout en ayant bien conscience de n'en présenter qu'un fragment, tant l'éventail est large. Oui, confirmation que la lutte menée est juste et nécessaire et qu'il convient de la poursuivre, peut-être sur des modalités qui seront encore destinées à évoluer. Mais non, pas de réjouissance excessive, ni d'autosatisfaction déplacée tant le contexte que nous vivons actuellement résonne comme un rappel impérieux : le combat est loin d'être gagné.

Julien Paulus,
Rédacteur en chef

Quand l'art rencontre la mémoire : l'évolution des pratiques mémorielles aux Territoires de la Mémoire

Par Les Territoires de la Mémoire

Depuis 25 ans maintenant, les Territoires de la Mémoire se sont positionnés dans le champ de l'éducation à la résistance et à la citoyenneté par le biais du travail de mémoire. L'angle pédagogique a toujours été central au sein des différentes actions menées par l'association, comme un marqueur de son identité. Pour autant, les formes et biais de ce travail ne sont pas restés figés, sans compter que le concept de mémoire, le sens qu'on a pu lui donner, les représentations qu'il a revêtues, ont eux-mêmes connu des mutations qui ont impacté les politiques, études, pédagogies et autres pratiques mémorielles.



Par ricochet, l'association a donc emprunté des chemins pédagogiques nombreux et variés pour engager un travail de mémoire qui se voulait le plus réfléchi et le plus juste possible : juste en regard des visées humanistes que nous portons, juste dans la teneur de son message mais juste aussi vis-à-vis des publics qui nous ont fait confiance. Ainsi, de l'exposition permanente sur la déportation sous le régime nazi, aux voyages dans les camps de concentration en passant par les nombreux débats et animations pédagogiques, les activités des Territoires de la Mémoire ont activé des leviers divers mais toujours avec l'exigence de l'analyse critique et rationnelle.

Si à une époque, la pédagogie de l'horreur a pu apparaître comme une pratique pertinente, et que nous avons nous-mêmes pu faire appel au ressort de l'émotion pure, parfois jusqu'au choc, nous avons très vite ressenti son inefficacité et *a fortiori*, son manque de justesse. Et même si l'émotion n'a jamais été absente de notre démarche pédagogique, nous avons toujours veillé à y recourir de façon mesurée et à lui donner sa juste place. À cet égard, cela fait maintenant plusieurs années que le prisme de l'art constitue à nos yeux un outil dont les ressorts sont non seulement riches de sens mais qui permet en outre de développer des capacités de réflexion et d'action à même de tendre vers l'horizon qui mobilise nos forces depuis 25 ans, celui d'une société plus juste. Petit retour sur nos pratiques mémorielles par les chemins de l'art...

La part de sensible : faire créer

Recourir à l'art, c'est donc d'abord recourir aux émotions. Nous n'allons pas ici contredire la position défendue plus haut. De fait, il n'est pas possible d'écarter cette part fondamentale de la construction de nos capacités cognitives, réflexives et d'action que sont les émotions. On apprend, intègre et agit d'abord parce qu'on aime, parce qu'on est ému, même si d'autres moteurs peuvent également être mobilisés. Mais ce qui nous importe particulièrement ici, c'est de proposer un cadre politique qui prend en compte le sensible. Travailler la question mémorielle ainsi que d'autres problématiques politiques, en accueillant cette part de sensible, c'est placer les rapports de force dans un champ créatif où les corps et les émotions ont leur place. Et, force est de constater que cette part de nous-mêmes se voit généralement exclue, par une sorte d'esprit

de sérieux, de milieux définis et traditionnellement régis par le raisonnement critique, des milieux tels que les champs éducatifs, scientifiques et politiques, à la croisée desquels se situent Les Territoires de la Mémoire.

Lorsque nous animons des ateliers d'écriture de récits de vie, lorsque nous organisons une soirée slam autour de la parole interdite, ou que nous mettons en place des ateliers artistiques de détournement de pages de *Mein Kampf*, nous permettons aux participants d'être concernés par des problématiques politiques ou mémorielles, tout en laissant une place importante à leurs émotions, à leur sensibilité, à la subjectivité et la spontanéité de leur regard et de leur expérience personnelle. Être présent à soi, à son individualité, nous apparaît fondamental pour lancer par ailleurs une réflexion et une dynamique politiques collectives. Ces dispositifs créatifs permettent en effet l'évasion, l'émergence des idées, la suggestion, là où le discours argumentatif tend à cantonner l'auditeur ou le lecteur au déroulement de la pensée de l'auteur. Ce dernier est nécessaire mais permet peu la sortie dans l'imaginaire. Or c'est bien de cet imaginaire dont nous avons aussi besoin lorsque nous tentons d'éveiller la conscience de chacun sur son champ d'action politique. Pour reprendre une formule de Gaston Bachelard (1884-1962), « le poète sera toujours plus suggestif que le philosophe. Il a précisément le droit d'être suggestif. Alors, suivant le dynamisme qui appartient à la suggestion, le lecteur peut aller plus loin [...]. » À l'inverse du philosophe, avec le poète « l'image n'est plus descriptive, elle est résolument inspirative¹ ».

Représenter l'irreprésentable, dire l'indicible : faire voir

Il y a l'irreprésentable parce que sans traces, sans témoins pour raconter. Il y a l'irreprésentable parce que pétrifiant d'horreur. Or le biais mémoriel emprunté pour notre travail d'éducation à la résistance et à la citoyenneté tel qu'il est encore pratiqué aujourd'hui, nécessite d'expliquer certains faits, de mobiliser certaines images. Là aussi, l'art peut nous venir en aide, pour rendre visible l'absent, pour représenter l'irreprésentable. C'est par exemple le cas dans notre exposition permanente, « Plus jamais ça ! Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui ».



page une



Du devoir de mémoire ... au travail de mémoire

Par Philippe Marchal, Directeur adjoint des Territoires de la Mémoire.

En 25 années d'existence, la transmission de la mémoire a considérablement évolué et cette dynamique influence quotidiennement les missions et le travail des Territoires de la Mémoire.

L'impulsion d'une véritable politique mémorielle n'est pas étrangère à cette évolution. En mars 2009, le Ministère de la Communauté française publiait un décret relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes.

Ce texte, très éloigné d'une loi mémorielle de plus – portant en elle une possible instrumentalisation de la mémoire à des fins politique –, organise surtout le soutien à des initiatives ponctuelles ou pérennes qui, par la valorisation de la transmission de la mémoire de certains événements notamment politiques et sociaux tragiques de l'histoire, favorisent, principalement auprès des jeunes générations, la réflexion critique, le développement d'une citoyenneté responsable et la promotion des valeurs démocratiques. Pour examiner la qualité et la pertinence de ces initiatives, un Conseil pluriel de la transmission est créé. La coordination pédagogique « Démocratie ou barbarie » l'administre.

Développement de l'esprit critique des plus jeunes, éducation à une citoyenneté responsable, promotions des valeurs démocratiques... on voit se profiler dans ces intentions les lignes essentielles que les Territoires de la Mémoire contribuent à rendre opérationnelles. L'originalité de ce décret, c'est la proximité avec celui sur l'Éducation permanente destiné à un public adulte et en particulier dans ses accents philosophiques et dans ses intentions.

Lors de la création de l'association en 1993 et durant les années qui ont suivi, il était surtout question de mettre en œuvre le « devoir de mémoire »... une sorte d'obligation morale de se souvenir trop souvent mal interprétée et assez restrictive. Les rescapés des camps nazis qui entouraient le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège pensaient que la seule évocation du passé suffisait à une prise de conscience durable des jeunes générations.

Raconter l'histoire, rappeler sans cesse ce qui s'était passé dans les années trente et pas seulement en Allemagne, et dans ce contexte, souligner les dangers des idéologies haineuses et extrémistes, du racisme, de l'antisémitisme, de l'homophobie,... cela devait bien suffire pour ne plus devoir revivre l'horreur, les guerres et les massacres de masse. Et il faut, c'est évident, rendre hommage à ces « passeurs de mémoire » de la première heure sans qui nous ne serions probablement pas aussi libres aujourd'hui. Ceux-là connaissaient le prix de la liberté et la chance de vivre dans un pays fondé sur les valeurs de la démocratie. Pendant de longues années, la transmission mémorielle s'est limitée au rappel des faits quitte à lasser. Au sein même des programmes scolaires, l'enseignement se limitait souvent à la transmission de connaissances en faisant fi, le plus souvent, de la complexité contextuelle.

Pourtant, ces passeurs de mémoire l'avaient pressenti. En créant un centre d'Éducation à la Résistance et à la Tolérance, nos fondateurs avaient compris toute l'importance de la pédagogie et du développement de l'esprit critique en matière de transmission mémorielle... car si la connaissance n'est pas tout, elle reste indispensable pour faire prendre conscience de tous ces inacceptables que nous ne sommes plus en mesure de comprendre ou d'en mesurer les conséquences toujours dramatiques. À l'époque, on parlait même du devoir d'effroi ! Mais de quelles vertus l'effroi serait-il pourvu lorsque nous sommes confrontés quotidiennement à la violence et à la brutalité ? Aujourd'hui, l'horreur est devenue presque banale et un phénomène d'accoutumance nous rend un peu plus chaque jour, imperméables et sourds ! Dans la foulée du décret Mémoire, notre association a fait le choix d'associer Mémoire et Citoyenneté.

Bien sûr, nous savons que tous les faits historiques quels qu'ils soient, sont uniques et singuliers. Dans ce contexte et s'agissant particulièrement du second conflit mondial armé, le travail des historiens et la rigueur avec laquelle ils analysent les événements sont indispensables pour ne pas exposer nos pratiques aux négationnistes et à tous ceux qui tentent de minimiser cette catastrophe humaine dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences.

Notre société traverse une crise profonde et le monde qui nous entoure bascule. Chacun s'accorde sur le constat : nous vivons aujourd'hui dans un environnement où l'ensemble des valeurs qui nous rassemblent sont fragilisées et dans lequel nos « prétendues » certitudes sont quotidiennement remises en questions. L'insouciance a progressivement cédé la place au sentiment de peur et certains signes sont de plus en plus inquiétants pour notre



avenir. Décidément, les femmes et les hommes, partout en Europe et dans le monde, ne sont pas capables de tirer les enseignements du passé, contrairement à nos belles déclarations et à nos généreux slogans !

Heureusement, nous disposons de deux outils puissants qui s'appellent résistance et éducation : résister à la poussée des idées liberticides et éduquer pour équiper chacune et chacun à prendre en toute autonomie la responsabilité qu'il convient d'assumer. Individuellement et collectivement. Ces deux missions nous conduisent à mettre en œuvre une stratégie qui porte une attention particulière à l'intérêt de la chose publique, au bien commun, pour faire barrage à cette vague effrayante fondée sur l'égoïsme, l'indifférence et l'exploitation qui sapent notre démocratie et aggravent notre sentiment d'impuissance.

Aujourd'hui, l'association inscrit ses actions dans la visée éducative d'une citoyenneté qu'il est utile de qualifier pour en dessiner les contours sans ambiguïté : critique, démocratique et active. Il est possible (et souhaitable) d'examiner les événements passés à la lumière du présent, de dégager des « permanences » sur des faits qui n'ont souvent aucun lien évident entre eux et d'être capable de décoder les mécanismes qui les ont générés.

En parlant de « travail de mémoire », nous conjugons travail d'Histoire, devoir de mémoire et éducation à la citoyenneté, nous faisons appel à l'émotion, nous proposons des voies plurielles pour mobiliser les sensibilités du plus grand nombre, nous encourageons toutes les initiatives citoyennes capables de construire un meilleur « vivre ensemble » et nous lançons de larges campagnes autour de la symbolique du Triangle rouge pour bien montrer que ce qui est arrivé un jour, pourrait recommencer... pour paraphraser Primo Levi.

A contrario, les Territoires de la Mémoire sont convaincus que la transmission d'un traumatisme ne participe pas d'une pédagogie émancipatrice car le traumatisme a une trop forte portée émotionnelle et le danger est qu'il nous entraîne dans une incapacité de répondre de façon utile ou jugée comme adéquate. Le travail de mémoire s'inscrit donc dans une démarche qui se veut laïque c'est-à-dire fondée sur des choix personnels et le libre-examen et non sur l'idée qu'une « faute morale irréparable » suffit à ce que l'horreur ne se répète plus jamais.

Il n'y a pas d'avenir sans mémoire et la connaissance du passé permet de construire sa propre identité. Encore convient-il de faire interagir ces deux pôles très complémentaires. Sans cette interdépendance, serions-nous encore capables de nous indigner, de résister et finalement de s'engager pour demain ?

« Pire que le bruit des bottes, le silence des pantoufles ! »
(Max Frisch)



Entretien avec Jacques Smits, directeur des Territoires de la Mémoire, à l'occasion des 25 ans de notre association

Aide-mémoire : Peux-tu nous rappeler les circonstances qui ont présidé à la création des Territoires de la Mémoire ? Quels étaient les acteurs en présence ?

Jacques Smits : Début des années 90, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège mène un certain nombre d'activités dont une s'intitule « Itinéraire des droits de l'Homme ». Dans le cadre de cette activité d'éducation, de nombreux jeunes participent à un parcours qui interroge les thématiques d'immigration, d'extrême droite, des droits de l'Homme, sujets étonnement proches de ceux abordés aujourd'hui. Une des étapes les amène au camp de concentration de Breendonk. Au fil du temps, les évaluations effectuées sur ce travail d'éducation sont probantes et attestent de l'attention portée, de la découverte et du questionnement, fondement même de l'esprit critique. À cette époque, l'asbl Les Territoires de la Mémoire n'est pas encore créée. Un événement politique va induire sa création. Le dimanche 24 novembre 1991 – mieux connu par la suite comme le « Dimanche noir » –, les élections législatives ont lieu avec une poussée importante des partis d'extrême droite dont le *Vlaams Blok* en Flandres. C'était la première fois depuis la chute du nazisme qu'un nombre conséquent d'élus d'extrême droite allaient s'installer sur les sièges du Parlement (17 parlementaires *Vlaams Blok* et 1 Front national). Ces deux raisons, l'une pédagogique et l'autre électorale, nous imposaient d'agir et de créer une structure qui soit un lieu de lutte contre les partis d'extrême droite. Ce lieu de lutte, les initiateurs le voyaient s'articuler autour d'une exposition, véritable outil d'éducation et de débat. Un certain nombre de personnes furent sollicitées par le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège pour constituer l'Assemblée générale fondatrice. Elles le furent en tenant compte de leurs compétences – pédagogiques, de gestion, culturelles, politiques, littéraires –, de leurs expériences, de leurs engagements. Trois rescapés de camps de concentration, prisonniers politiques : Guy Melen, Paul Brusson, René Deprez donnaient à cette assemblée toute sa légitimité.

Commence alors un cheminement important pour aboutir à l'émergence de « Plus jamais ça ! », l'exposition du premier espace des Territoires de la Mémoire, à Liège, boulevard d'Avroy. De nombreuses activités se déroulent en l'attente de l'inauguration. Une dynamique est lancée et, en 1996, une première commune rejoint le réseau « Territoire de Mémoire ».

C'est en 2000 que se déroule l'inauguration officielle du premier « parcours symbolique », exposition permanente qui s'est créée autour du film *Nuit et brouillard* d'Alain Resnais, avec le concours de Pierre Beugnier et de Philippe Raxhon, tous deux membres fondateurs. À l'époque, le parcours était reconnu comme un outil de référence. Cette ouverture appelait cependant un développement plus important avec l'engagement de personnel, première étape d'une évolution vers une équipe élargie et compétente, aujourd'hui véritable source de grande satisfaction.

Le chemin parcouru depuis cette ouverture est important, tant au niveau de la qualité du travail accompli qu'en ce qui concerne la crédibilité acquise, y compris au niveau international. Cela est lié notamment au développement de la structure, à sa professionnalisation et à son installation à la Cité Miroir, dans cet emblématique bâtiment des Bains et Thermes de la Sauvenière réhabilité. Mais encore aujourd'hui, l'association repose sur des personnes engagées, disponibles et convaincues de la nécessité de l'action. Elle reste ancrée au

tour de l'équilibre de ses deux axes fondateurs : le travail éducatif et un engagement militant actif et responsable.

L'association doit poursuivre son action et délivrer sans cesse son message. En 1993, il y avait deux groupuscules d'extrême droite en Belgique francophone, Agir et le Front national dont l'impact était médiocre, et le *Vlaams Blok* en Flandre qui avait une certaine force avec son leader Filip De Winter. Or aujourd'hui le grisage progressif de la carte européenne s'étend. L'inquiétude est grande et l'engagement reste de rigueur.

Aide-mémoire : Ce grisage on peut l'observer à deux niveaux, au niveau européen avec un extrémisme affiché, mais également au sein de l'action politique et médiatique belge traditionnelle de façon peut-être moins perceptible, mais aussi moins décomplexée...

Jacques Smits : Résister aux idées d'extrême droite ne se concrétise pas en donnant du crédit à celles-ci. Certains voudraient même atténuer la montée des partis liberticides « en faisant » un peu de politique d'extrême droite. Cette stratégie conduira au drame. C'est assez flagrant, notamment sur la question des migrations. Ainsi nous constatons que, face à des partis comme par exemple la N-VA – qui a des ramifications d'extrême droite incontestables – il existe une frilosité des partis démocratiques d'affirmer des positions, sur toute une série de sujets, qui devraient pourtant relever de leurs idéaux humanistes, de leur éthique.

Je constate que trop de faiseurs d'opinion qui sont écoutés et entendus ont un discours que nous combattons : celui du rejet, de l'exclusion et de la haine. Ce discours est mortifère. Le discours de l'avenir qui serait utopiste avec un vrai projet de société, n'est pas audible. Il convient que les intellectuels – philosophes, sociologues, écrivains, politiques – éclairent et projettent un futur positif pour la démocratie et les valeurs qu'elle doit insuffler.

Le 25^e anniversaire ne sera pas célébré par une fête ! L'état du monde ne le permet pas ! Et l'association « Les Territoires de la Mémoire » se doit de poursuivre son action. La situation l'exige. Urgemment !

Aide-mémoire : Toi qui as suivi l'évolution de l'association, du travail mené et des enjeux depuis le début, quel regard portes-tu sur cet historique ?

Jacques Smits : L'évolution de la démarche pédagogique du devoir de mémoire au travail de mémoire a donné à l'asbl Les Territoires de la Mémoire une dimension qu'elle n'avait pas à l'origine et qui encore aujourd'hui se révèle spécifique. Cette évolution est le fruit de l'évaluation du travail par une équipe expérimentée et dont la qualité est reconnue. Il s'agit de l'évolution principale et elle est importante. Il y a 25 ans, les moments clés s'appuyaient sur les commémorations. Aujourd'hui, le travail de mémoire fonde notre riche programme d'activités pédagogiques.

À la création de l'association, l'objectif était clairement de lutter contre la résurgence des idées d'extrême droite et des partis qui les portaient. Quand on constate l'évolution de l'idéologie nauséabonde, partout en Europe, la question de leur interdiction restera posée. Cette question suscite un débat permanent. Il est d'autant plus important quand on agit



dans des associations comme la nôtre qui appuie sa méthode sur le libre examen, sur l'esprit critique et sur la liberté d'expression. Notre objectif reste de favoriser l'émancipation et de fournir des outils pour que chacune et chacun se forment sa propre opinion. Je pense dès lors que les Territoires de la Mémoire, au travers du travail de mémoire et de l'éducation à la citoyenneté, doivent poursuivre cette mission, dépassant les difficultés que cela implique en terme de résultat immédiat parce qu'éduquer est une mission de temps long. La visite de l'exposition permanente « Plus jamais ça ! Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui » ne suffit pas seule mais la plongée dans le système nazi induit l'éveil. Enfin, le réseau « Territoires de Mémoire » constitué par ses 200 communes, villes et provinces un cordon sanitaire éducatif qui peut servir de filtre à des propositions liberticides : hier le « mosquito » à ultrasons anti-jeunes, aujourd'hui la proposition de loi sur les visites domiciliaires anti-migrants.

Aide-mémoire : Comment vois-tu la pratique mémorielle aujourd'hui avec les plus jeunes et comment te l'imagines-tu dans 25 ans ? As-tu l'impression que les sujets vont changer, que l'identité des Territoires de la Mémoire va s'étoffer ? Parce qu'effectivement la mémoire est mouvante...

Jacques Smits : L'approche évolue et continuera de le faire, des adaptations devront être assumées. L'association doit déjà tenir compte aujourd'hui de la disparition des rescapés, témoins, véritables passeurs de mémoire. Le conseil d'administration devra définir pour le futur les objectifs en tenant compte de l'analyse de l'évolution sociale, économique, éducative et politique. Le respect des droits fondamentaux, véritables fondements de tous les humanistes, doit rester une priorité. Il y a 25 ans, le projet s'est construit sur la dénonciation de l'horreur nazie et le massacre de millions d'êtres humains. La volonté des fondateurs était d'agir sur le présent et de préparer le futur. L'évocation des génocides qui, dans le temps, ont succédé à ce qui devait être le dernier acte de barbarie révoltant la conscience de l'humanité est indispensable. Nous devons donc actualiser le propos et sans cesse démontrer et démonter les mécanismes qui conduisent à de telles atrocités. La situation politique, en Europe notamment, devrait nous conduire à élargir notre action sur un territoire plus large. Il suffit de relire le Préambule de la Constitution européenne, tellement bafoué par la politique menée par de nombreux gouvernements pour se convaincre de l'urgence de réaction, de résistance. Le public qui participe aux activités se modifie également avec des participants de cultures, d'origines et de nationalités différentes, avec d'autres histoires et d'autres mémoires.

Aide-mémoire : Quel bilan fais-tu de ces 25 années ?

Jacques Smits : Avec toute l'humilité requise, j'ose croire que l'action et le rôle que l'association assume ne sont pas négligeables quant à l'absence de partis d'extrême droite en Wallonie et à Bruxelles. Et cela par la résistance à ce que nous considérons inacceptable en regard de nos fondamentaux et par l'éducation de milliers de jeunes et d'adultes à la citoyenneté, avec le travail de mémoire comme outil. Le développement du Réseau « Territoires de Mémoire » et l'adhésion de nombreuses communes, villes et provinces constituent une satisfaction importante quant à la capacité collective à opposer notre raison à la montée des idées liberticides et, au contraire, construire une société basée sur les valeurs qui ont conduit, sur les cendres encore chaudes des affres du nazisme, à l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

Les acteurs de l'Histoire, c'est nous !





Entretien avec Geoffrey Grandjean

Chargé de cours en science politique à l'Université de Liège et aux Écoles provinciales d'administration de Liège et Namur. Il est également professeur invité à la Haute École de la Province de Liège dans le cadre du Certificat d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté.

Retour en arrière sur les 25 dernières années en matière de pratiques mémorielles : d'un devoir de mémoire à autre chose ? Quel « bilan » ? Quels enseignements ?



Aide-mémoire : Votre thèse portait sur la réception par les jeunes Belges francophones du génocide des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Quels enseignements avez-vous tirés de ces travaux ?

Geoffrey Grandjean : Cette recherche a été menée il y a quelques années maintenant, mais je suis quand même encore amené à écouter ce que les jeunes me disent sur l'approche mémorielle. J'ai l'impression que ça n'évolue pas nécessairement par rapport à ce que j'avais pu constater dans ma thèse¹ (2012). À l'époque, j'avais observé plusieurs choses. Premièrement, les visites des lieux dits de mémoire et des camps de concentration et d'extermination – singulièrement la visite des camps d'Auschwitz-Birkenau – suscitaient un sentiment de déception chez les jeunes que j'avais interviewés parce que ces lieux ne correspondaient pas du tout à ce qu'ils imaginaient. Il y avait un très grand décalage entre leur imaginaire du génocide des Juifs – voire, pour certains, de la Seconde Guerre mondiale parce qu'ils ne distinguent pas nécessairement les deux – et ce qu'ils avaient vu sur place. Cela s'explique par le côté trop muséal ou touristique d'Auschwitz-Birkenau qui n'a fait que s'accroître depuis lors (les audioguides, la foule, les files aux détecteurs de métaux, le rythme des visites où il faut respecter l'horaire du guide, etc.) Il y avait donc ce premier aspect de décalage de la réalité qui ne correspondait pas à l'imaginaire, lui-même alimenté par des films documentaires ou de fiction, la plupart en noir et blanc. Il y a un côté assez dramatique quand on aborde ces événements en classe, ce n'est pas une période joyeuse... et puis quand on se rend sur place, il y a du soleil, il fait beau, il y a de la végétation. L'historienne Annette Wierwinka disait qu'Auschwitz présentait une beauté incongrue. C'est sans doute ce qui explique le décalage et l'étonnement dans les représentations des jeunes.

Mais la vraie question qui se pose, c'est l'adaptation du lieu en tant que tel par rapport au numérique et aux nouvelles formes de dispositifs muséographiques qui existent aujourd'hui. Je me souviens avoir rencontré des jeunes, encore récemment, qui me disaient qu'ils auraient bien voulu revivre cette partie de l'Histoire quand ils étaient sur place. Ils auraient voulu voir un garde à l'entrée, le type de matériaux sur lesquels les déportés se couchaient, ressentir des odeurs, etc. Cela m'avait fortement marqué et avait suscité en moi cette interrogation : n'a-t-on pas raté quelque chose dans le travail de mémoire si, pour pouvoir retenir les leçons du passé, il devient nécessaire de revivre des choses ? C'est une vraie question. Personnellement, je n'ai pas besoin de revivre les événements de la Seconde Guerre mondiale pour pouvoir en tirer des enseignements pour l'avenir. Et si cela devait être maintenant le cas, je pense qu'on a peut-être raté notre politique mémorielle et le travail qui en découlait. Le problème, comme me l'a confié Jacques Fijalkow, c'est qu'il s'agit d'une interrogation que peu de gens acceptent d'entendre à l'heure actuelle.

Aide-mémoire : Si l'on devait faire un résumé de l'évolution du travail de mémoire, quelle serait-elle selon vous et quels en seraient les échecs éventuels ?

Geoffrey Grandjean : Le point de départ me semble déjà avoir été problématique avec l'injonction à se souvenir. Je pense que c'est là où l'on n'a peut-être pas compris qu'il ne fallait pas imposer un devoir de mémoire. C'est également quelque chose que j'avais interrogé dans ma thèse parce que je pense que le plus sûr moyen de reproduire ce qui s'est passé est de forcer les gens à aller dans une direction. Selon moi, cette espèce de mécanisme machinal d'injonction au souvenir est au cœur du problème. Travailler l'esprit critique implique justement de ne pas imposer des injonctions aux membres d'une société. Or nous continuons dans cette voie, notamment à travers les législations et la position des juges. En ce qui concerne les Territoires de la Mémoire, je n'ai pas l'impression qu'ils aient choisi comme philosophie d'imposer un devoir de mémoire ou une injonction. Il y a toujours eu le concept de travail de mémoire qui était prioritaire sur le devoir de mémoire. Mais est-ce que l'injonction n'a pas pris une forme un peu plus insidieuse sous la forme du jugement moral ? En émettant un jugement moral, on formule éga-

lement une forme d'injonction qui, d'une certaine manière, perpétue ce mécanisme d'imposition d'une mémoire.

Passer d'un « devoir » de mémoire à un « travail » de mémoire fut une étape importante, mais je pense que celle-ci est déjà dépassée. Il faudrait sans doute aller encore une étape plus loin, même si je dois bien avouer que j'ignore laquelle.

Aide-mémoire : En plus des injonctions manifestes que l'on vient d'évoquer, n'y a-t-il pas aussi le poids d'une série de tabous, de sujets qu'il est toujours difficiles d'aborder et qui agiraient eux aussi comme des injonctions, mais en creux ?

Geoffrey Grandjean : Je suis d'accord mais il faut aussi aborder un autre aspect de la question. Par exemple, j'ai cru pendant longtemps qu'il fallait donner la parole à l'extrême droite parce que j'étais intimement convaincu que, d'une part, la liberté d'expression le permettait voire l'exigeait et que c'était un signe de vitalité démocratique et que, d'autre part, on aurait de toute façon des contradicteurs qui feraient en sorte que tout argumentaire d'extrême droite se dégonflerait très rapidement. Aujourd'hui, je suis presque certain que j'avais tort et qu'une telle posture n'a fait que légitimer et banaliser un nombre important d'idées qui étaient encore inacceptables il y a peu. Dans ce cas-ci, la question n'était pas taboue puisque, dans beaucoup de régions d'Europe, on a non seulement laissé l'extrême droite s'exprimer sur toute une série de sujets, mais on ne l'a pas contredite avec force. Personne n'a véritablement identifié et expliqué les enjeux de ce que proposait l'extrême droite, au moyen d'un vrai débat d'idées fort et conflictuel. Or, à un moment donné, il faut cesser de tergiverser. Je nous reproche et je me reproche d'avoir été et d'être parfois trop consensuels, de vouloir faire bonne figure. Mais la démocratie a un coût. Elle implique que l'on repousse le plus loin possible la violence pour pouvoir vivre ensemble ; et pour cela, il faut se battre constamment et éviter de se reposer sur nos acquis (ce que nous avons probablement trop fait).

Aide-mémoire : Vous évoquiez les législations et la position des juges. La notion de « norme juridique » est très présente dans vos travaux.

Geoffrey Grandjean : Cette norme juridique traduit elle aussi l'injonction mémorielle, et ce avec différents degrés de contraintes. D'abord, la contrainte sanctionnatrice qui sanctionne un comportement comme le négationnisme, par exemple (la loi Gayssot, en France). Ici, l'injonction est très claire. Ensuite, progressivement, on glisse vers une contrainte prescriptive qui ne sanctionne plus pénalement mais prescrit un comportement. Cela peut prendre la forme d'une commande et d'un financement d'une recherche sur tel ou tel sujet auprès d'un organisme. Enfin, l'autorité passe à une troisième façon d'émettre des injonctions qui prend la forme d'une contrainte latente. Dans ce cadre, cela concerne toute une série de politiques de reconnaissance qui, de prime abord, semblent anodines. Or, avec ce troisième type de contrainte, on constate que la décision d'un juge, couplée à une autre loi, peut produire des effets juridiques beaucoup plus concrets qu'une simple politique de reconnaissance. C'est le cas de la loi Boyer en 2012 qui réprime la négation des génocides reconnus par la loi française, ce qui, de prime abord, ne suscite aucune réaction. Sauf qu'en 2001, la loi française reconnaissait publiquement le génocide arménien. On a donc là un processus en deux temps, au cours duquel, à une politique de reconnaissance succède, onze ans plus tard, une loi qui vient sanctionner un comportement.

Au-delà des bonnes intentions et du bien-fondé qui guident ce type de loi, une certaine vision du passé nous est imposée par cette logique d'injonction, même si celle-ci s'avance masquée. Et je ne suis pas sûr que cela permette de retenir les leçons du passé mais que, bien au contraire, ce soit le meilleur moyen de provoquer des oppositions de personnes qui, soit frustrées, soit en désaccord, soit ignorées dans leur identité, vont contester cette vision des choses et vouloir réécrire le passé. Peut-on enjoindre un souvenir à des individus ? Toute communauté est fondée sur un sentiment d'appartenance, et

la mémoire est un sentiment d'appartenance majeur. Quand un individu arrive à montrer que sa communauté existe depuis de nombreuses années et que celle-ci est basée sur une série de faits passés reconnus, il a l'impression d'appartenir à un groupe. C'est le cas en France, où les présidents français mobilisent nombre de faits de l'Histoire de France dans le but de donner un sens à une communauté.

Aide-mémoire : La notion de « devoir de mémoire », d'injonction donc, semble en effet encore largement véhiculée. N'a-t-on pas surinvesti les effets du travail mémoire au détriment, par exemple, d'une forme d'éducation à l'altruisme ou au respect ?

Geoffrey Grandjean : Certainement. On a surinvesti le travail de mémoire mais, le paradoxe, c'est qu'en même temps on lui donne beaucoup de place dans l'espace public, parce qu'il est sans doute plus facile de regarder en arrière pour essayer de tirer des leçons du passé que de se projeter dans le futur. Et puis, il faut garder à l'esprit que les souvenirs du génocide des Juifs et des crimes nazis ont été des éléments incontournables de la construction de l'identité européenne de l'après Seconde Guerre mondiale. Ceci dit, le problème du travail de mémoire réside, selon moi, dans le fait qu'il s'agit d'une vision très déterministe de la vie en société. C'est le passé qui nous détermine, et c'est encore plus flagrant avec le « devoir » de mémoire. L'inconvénient avec cette vision déterministe, c'est qu'elle ne permet pas à des individus de devenir autonomes. Or travailler à l'altruisme ne peut se faire uniquement en se tournant vers le passé mais en envisageant, au XXI^e siècle, les possibilités de cohabitation au sein de sociétés diversifiées. Comment être altruiste quand 56 nationalités cohabitent sur le territoire de la commune ?

Aide-mémoire : Comment se projeter à nouveau ? À bien des niveaux, on a l'impression que notre société est complètement en panne...

Geoffrey Grandjean : Un des meilleurs alliés de la démocratie reste l'esprit critique, la démarche de celui qui accepte de remettre tout en question constamment en ce compris sa propre vie, sa propre interprétation de la vie. Par exemple, dans le cadre de mes enseignements, est-il utile que mes étudiants retiennent nombre de dates et de faits qu'ils auront oubliés dans 5 ans ? N'est-il pas plus opportun de les faire travailler sur leur esprit critique et leur faire comprendre que le monde dans lequel nous vivons n'existe que parce qu'il y a des imaginaires et des idées qui créent ce monde et qu'il s'agit constamment de les déconstruire ? Voilà une démarche qu'ils pourront, me semble-t-il, utiliser pleinement dans le futur. Il faut se rendre compte de l'importance des idées et du fait que si l'on n'y prend garde, ces idées façonnent de nombreux comportements dans la vie en société. Il faut rester critique par rapport à cette réalité, et c'est peut-être à ce niveau-là que nous n'avons pas suffisamment travaillé. Je trouve, par exemple, que notre modèle de « vivre ensemble » tourne en rond. On dirait que nous n'arrivons plus à concevoir l'organisation sociale autrement que par le prisme de ce qui a été fait auparavant. On part du principe que nous sommes tellement déterminés par le passé qu'il ne nous est plus possible de nous projeter vers l'avenir et de rêver. Or il faut rêver ! Peut-être devrions-nous rééquilibrer quelque peu la balance entre connaissance du passé et esprit critique, au bénéfice de ce dernier. Ce qui, au passage, permettrait peut-être de mieux comprendre pourquoi et comment telles idées, tels imaginaires ou telles idéologies peuvent percoler – ou pas – chez un individu.

¹ GRANDJEAN, Geoffrey, *Les jeunes et le génocide des Juifs. Analyse Sociopolitique*, Bruxelles, De Boeck, coll. « Ouvertures sociologiques », 2014, 288 p.



Plus de vingt-cinq ans d'extrême droite et de résistance(s)



Par Manuel Abramowicz

Après l'Angleterre avec le *British National Front* et la France avec le *Front national*, la Belgique est le troisième pays européen qui, après la crise économique de 1974, voit émerger avec force une « nouvelle » extrême droite. Sous l'influence du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE)¹, cette droite radicale a pris un tournant novateur après la période subversive des « années de plomb »². En Belgique, un nouveau parti est fondé en 1978, le *Vlaams Blok* (VB). Son idéologue, Roeland Raes, est l'un des contacts locaux du GRECE.

Nouvelle génération contre *old school*

Traditionalistes catholiques, nationalistes et indépendantistes, les premiers meneurs du VB gardent sur leurs vestes la poussière des temps anciens. En 1983, une nouvelle génération, influencée par les premiers succès de Jean-Marie Le Pen en France, apparaît. Elle est propulsée par le président-fondateur du VB, Karel Dillen (1925-2007). Tel Mao en Chine lors de la « révolution culturelle », pour garder son pouvoir au sein du Blok contre la vieille garde historique, il place ses jeunes lieutenants aux commandes de l'appareil dirigeant.

Du nationalisme flamand *old school*, le VB se transforme en parti d'extrême droite moderne et efficace. Avec un fond de commerce lui permettant l'augmentation de ses intérêts investis lors des élections : le rejet de l'immigration, la dénonciation des affaires politico-judiciaires, la défense de l'identité flamande... Pour éviter l'analogie qui pourrait être faite avec l'extrême droite de l'An 40, des dirigeants du Blok continuent leur engagement dans le combat négationniste. Un combat orchestré de concert avec l'extrême droite wallonne et bruxelloise francophone³.

Temps électoral

L'ère du temps politique, social et économique étant à la faveur de l'extrême droite, le *Vlaams Blok* décolle très vite aux élections. Son ascension est même fulgurante. Pour l'illustrer, prenons l'exemple de la ville d'Anvers, le fief historique de la droite nationaliste flamande. Aux élections communales de 1982, il obtient plus de 5% ; six ans plus tard, il se rapproche des 18% ; en 1994, le VB passe à plus de 28% et en 2000, il grimpe à près de 33%. Sur une plus grande échelle, aux régionales de 2004, il rassemble plus de 24% de l'électorat flamand. La force de frappe électorale que représente le parti d'extrême droite est incontestable. Ce qui lui permet de dicter l'agenda politique du reste de la classe politique. Néanmoins, pour éviter de devoir partager le pouvoir avec le VB, un cordon sanitaire pour l'isoler est instauré, dès 1988, par les partis démocratiques. En 1996, au *Vlaamse Raad*, une résolution est votée à l'unanimité pour dénoncer son programme sur l'immigration comme étant inspiré des lois raciales de Nuremberg et du régime d'Apartheid. Huit ans plus tard, trois asbl structurant l'organigramme du *Vlaams Blok* sont condamnées pour racisme. Pour éviter la dissolution possible, il change son nom en *Vlaams Belang*⁴.

Du côté francophone, avec un nationalisme flou et une implantation plus parcellaire, le succès de l'extrême droite s'enregistre aussi. Le *Front national* obtient à Molenbeek son premier élu en 1988. C'est le début de sa pénétration dans toutes les autres assemblées électives. En 2004, plus de 8% de l'électorat wallon vote pour le FN. À regarder de plus près, ce dernier collectionne des bonus inquiétants pour l'état de santé de la démocratie belge : dans la circonscription du Hainaut, le total obtenu par le FN et deux de ses dissidences dépasse les 12%. Dans celle de Charleroi, la droite extrême se situe à plus de 16%. Avec de tels bons scores, les frontistes n'ont pas à rougir face au bulldozer du *Belang* qui bétonne le terrain électoral dans le nord du pays. De plus, si le FN n'avait pas été sur le plan organisationnel une cabine téléphonique mais une centrale atomique comme l'a été en Flandre le VB, ses résultats auraient été à n'en pas douter à la hausse⁵. Cependant, le ralentissement et la division de la droite

extrême francophone et le maintien du cordon sanitaire ont été rendus également possibles grâce aux actions de centaines de militants antifascistes.

Mouvement antifasciste

Il existe dans notre pays une grande tradition antifasciste. Elle se forme au milieu des années trente au sein du syndicat socialiste et des partis de gauche socialiste, communiste et trotskiste, quand l'extrême droite de l'époque engendre ses premiers succès aux élections législatives de 1936, avec au niveau national plus de 7% pour le *Vlaams Nationaal Verbond* (VNV) et plus de 11% pour Rex. Les disciples de l'Ordre nouveau vont ensuite être rejetés. Durant l'Occupation, la Résistance belge combat avec détermination les nazis et leurs collaborateurs du VNV, de Rex et de bien d'autres mouvements.

Après la guerre, l'ancrage antifasciste subsiste pour empêcher toute renaissance de l'extrême droite, singularisée par son anticommunisme – bien en vogue à cette époque qui marque le début de la Guerre froide – et engagée contre la décolonisation de l'Algérie française et du Congo belge. À chaque tentative de restructuration d'un parti fascisant, la mobilisation s'organise. Pour éviter d'être repérés, des ex-rexistes font de l'entrisme dans de petits partis de droite nationale. À la Volksunie, parti nationaliste apparu en 1954, d'anciens adhérents du VNV et leurs enfants spirituels forment son aile d'extrême droite. Ils se retrouveront en 1978 parmi les fondateurs du *Vlaams Blok*.

Dans les années septante, face à la présence de groupes violents, constitués en milice paramilitaire, tels le *Vlaams Militanten Orde* (VMO) ou le *Front de la Jeunesse* (FJ), les antifascistes font face dans la rue. Les affrontements sont musclés. En 1974, à Anvers, des militants politiques et des syndicalistes de gauche fondent l'*Anti-Fascistisch Front* (AFF). La lutte contre l'extrême droite reste clairement un combat mené par la gauche radicale. À droite, la proximité de certains politiciens avec les thèses, notamment racistes, du *Vlaams Blok* est une évidence. Dans les années quatre-vingt, dix-huit parlementaires du CVP, huit du PVV et dix-huit de la *Volksunie* sont membres-fondateurs de Protea, un lobby flamand pro-Apartheid⁶. Du côté francophone, basées sur la défense de l'Occident chrétien et de l'Europe atlantiste, la récupération de la xénophobie ambiante et l'anticommunisme qui reste farouche, il existe également des liaisons entre l'extrême droite et des politiciens réactionnaires de la droite catholique et de la droite libérale⁷.

Dans les années quatre-vingt et nonante, des fronts antifascistes (FAF) se créent et se déploient à Bruxelles et en Wallonie pour organiser des manifestations et des contre-manifestations. Après le « dimanche noir » de 1991, plus de 200.000 personnes défilent dans les rues de Bruxelles contre l'extrême droite et le racisme. Pour mener la lutte contre ces fléaux de notre société, des initiatives de sensibilisation sont mises sur pied avec le MRAX, la plus vieille organisation antiraciste, l'association École sans racisme, la Ligue des droits de l'Homme, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. D'autres structures sont fondées, comme à Liège, en 1993, avec Les Territoires de la Mémoire.

En 1997, *RésistanceS* est lancé pour se mettre au service de « tous les antifascistes ». Ce journal est l'héritier direct de la revue *Celsius*, dont le premier numéro date de 1987, lui-même issu du mensuel belgo-français *Article.31*, apparu en 1984. Les rédactions de ces trois journaux sont fondées, composées ou soutenues par des journalistes d'investigation de la grande presse, comme Walter De Bock (1946-2007), Hugo Gijssels (1950-2004), Philippe Brewaeys (1957-2016), Sergio Carrozzo (1959-2004) et Jean-Pierre De Staercke⁸. En Flandre, le journal *Verzet* (Résistance) de l'AFF poursuit la publication d'enquêtes contre les agissements de l'extrême droite. Il y aura encore *Halt!* (par la suite rebaptisée *Casablanca*), la revue-sœur flamande de *Celsius*.

L'extrême droite existe-t-elle encore en 2018 ?

Avant de répondre à cette question essentielle, il faut se remémorer qu'avec l'ascension vertigineuse de la *Nieuwe-Vlaamse Alliantie* (N-VA) au milieu des années deux-mille, le cheptel électoral du *Vlaams Belang* a

fondé comme les glaciers menacés aujourd'hui par le réchauffement climatique. Quant au *Front national*, après sa lézardisation généralisée causée par des conspirations internes pour en prendre la direction, son incapacité à mettre sur pied un véritable parti efficace profitant d'un temps électoral favorable à l'extrême droite – comme c'est le cas partout en Europe désormais –, celui-ci a été interdit d'existence en Belgique, il y a six ans, par Marine Le Pen, présidente héritière du *Front national* français, et est devenu, il y a quelques mois, le *Rassemblement national* (RN).

L'extrême droite belge – fortement blessée par des reflux électoraux successifs causés par le rouleau compresseur de la N-VA en Flandre, exclue *manu militari* des élections sous le nom du FN – a bien vite été déclarée en état de mort clinique. Le bilan des élections communales du 14 octobre dernier, dans la Région bruxelloise, confirme même sa disparition totale des conseils communaux. En Wallonie, seul le parti AGIR, fondé en 2017 par le « canal historique » du FN belge, garde un élu. Cependant, force est de constater que le Parti Populaire (PP) a obtenu des résultats confirmant la survivance d'électeurs frontistes. Avec un slogan comme « *Nos citoyens d'abord!* », il a tenté de s'adresser aux ex-votants orphelins du *Front national*. La formule à fait mouche à Dison où le parti populiste de l'avocat d'affaires Mischaël Modrikamen s'est accaparé plus de 12% des suffrages, pour devenir le deuxième parti dans cette petite ville populaire près de Verviers, qui compte 15.405 habitants et près de 26% de chômeurs. Six ans avant, l'extrême droite représentée alors par le mouvement « *Wallonie d'abord* » avait obtenu moins de la moitié de ce score.

En Flandre, un retournement de situation s'est produit en faveur du *Vlaams Belang* qui a bénéficié d'une résurrection de son électorat composé des déçus de la politique gouvernementale du parti de Bart De Wever. Malgré l'intervention prononcée dans cette campagne électorale des ténors du courant interne d'extrême droite actif au sein de la N-VA. Si l'offre politique a disparu ou a changé de couleur, la demande d'extrême droite reste, ici et là, toujours relativement présente en Flandre et en Wallonie.

Manuel ABRAMOWICZ

Rédacteur en chef de *RésistanceS.be*, le journal de l'Observatoire belge de l'extrême droite. Auteur et co-auteur de plusieurs livres sur l'extrême droite, le négationnisme, le racisme, la gauche radicale et la presse alternative, il est maître assistant en travail social et en communication à la Haute Ecole Libre de Bruxelles (HELB-Prigogine).

¹ Sur le GRECE, son développement en France et en Belgique, voir : « La conspiration métropolitaine des intellectuels néo-droitières », article de Manuel Abramowicz dans *Les Cahiers du Libre examen*, revue du Cercle d'étude des étudiants de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), mars 1991, pp. 22-28 et « La nouvelle culture : un autre visage de l'extrême droite », article de Manuel Abramowicz publié dans *Rue des Usines*, revue de la Fondation Jacques Gueux, Bruxelles, n°24-25, hiver 1994-1995, pp. 112-124.

² Voir le dossier du journal *RésistanceS.be* « Les "années de plomb" en Belgique » : www.resistances.be/tueurs0.html

³ Sur l'histoire du négationnisme en Belgique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, voir : « Les prédateurs de la Mémoire », troisième partie du livre *Antisémitisme et extrême droite en Belgique. De 1945 à nos jours*, de Manuel Abramowicz publié en 1993 aux éditions bruxelloises EVO.

⁴ Sur l'histoire, la composition, l'émergence du *Vlaams Blok* et le cordon sanitaire contre lui, il faut notamment lire l'ouvrage du journaliste flamand antifasciste Hugo Gijssels *Open je ogen vooraleer het Blok ze sluit*, édité en néerlandais en 1994 chez Kritik, puis traduit en français aux éditions bruxelloises Luc Pire.

⁵ Sur le *Front national*, voir les livres *L'Affront national. Le nouveau visage de l'extrême droite en Belgique* de Gwenaëlle Breës (avec la collaboration du journaliste Alexandre Vick et une préface de l'historien Maxime Steinberg), édité chez EPO en 1992, et *Les rats noirs. L'extrême droite en Belgique francophone* de Manuel Abramowicz, publié aux éditions Luc Pire en 1996.

⁶ *Les barbares. Les immigrés et le racisme dans la politique belge*, ouvrage collectif écrit par des membres des rédactions des journaux antifascistes *Celsius* et *Halt*, publié en 1988 aux éditions EPO, Anvers, p. 115.

⁷ À ce sujet, il faut lire « Contre les gauches, une droite pure et dure », contribution de Manuel Abramowicz à l'ouvrage collectif dirigé par Jérôme Jamin et Jacques Ch. Lemaire *L'imaginaire d'extrême droite*, La Pensée et les Hommes, éditions Espace de libertés, 2008.

⁸ À propos de ces journaux sur et contre l'extrême droite, voir : « La presse antifasciste, l'exemple du mensuel *Article.31*, ancêtre de *Celsius* et de *RésistanceS.be* », interview de Jacques Leloup, journaliste-fondateur d'*Article.31*, publiée sur le blog de *RésistanceS.be*, le journal de l'Observatoire belge de l'extrême droite, le 10 juillet 2016. En ligne : www.resistances-infos.blogspot.com/2016/07/la-presse-antifasciste-l'exemple-du_34.html





Avec la maquette de l'artiste polonais Mieczyslaw Stobiersky qui vient compléter l'absence de traces de ce qui se passait à l'intérieur des chambres à gaz, avec les dessins clandestins sur les atrocités commises par les nazis et sur les conditions de vie dans les camps de concentration, nous présentons des images qui sont à la fois de nature artistique et testimoniale. Elles nous permettent d'évoquer, de documenter d'une certaine manière, les atrocités du système concentrationnaire et le processus d'extermination des Juifs. Elles disposent d'une force de suggestion, un caractère à la fois documentaire et symbolique qui nous permet de voir à la fois davantage et autre chose qu'elles-mêmes.

L'outil du symbole constitue une alternative intéressante à la pédagogie de l'horreur qui a consisté des années durant à emmener des cars entiers dans les camps nazis et à multiplier *ad nauseam* les occasions de montrer des images de tas de cadavres pour vacciner des générations entières contre les crimes de masse et les horreurs de la Deuxième Guerre mondiale avec bien souvent pour conséquences le traumatisme mais aussi une forme de culpabilisation voire de fascination, dans les cas les plus extrêmes. En cela, ces pratiques n'étaient ni constructives, ni justes au sens défini plus haut. Comme l'explique Sophie Ernst : « L'élève, l'enfant, arrivait avec ce qu'il était, ce qu'il croyait être, sa façon de se considérer soi-même et, confronté aux images les plus choquantes qui font saisir le crime de masse et le meurtre à l'égard de populations fragiles et vulnérables (des enfants), confronté au crime racial, à ces étages de cheveux et de chaussures... on devait obtenir une césure dans l'identité et un bouleversement de l'ordre de la conversion vers une identité stable dont on supposait qu'elle allait aller dans le bon sens.² »

Le philosophe et historien de l'art français Georges Didi-Huberman utilise le terme d'*images déchirures* pour parler des quatre photos d'Auschwitz-Birkenau prises clandestinement par des membres du *Sonderkommando*. Ces photos représentent des femmes nues avant le gazage et la crémation de corps gazés dans des fosses d'incinération à l'air libre. Par « images déchirures », il entend qu'elles ne sont pas pure illusion mais qu'elles ne sont pas non plus toute la vérité. Citant le psychanalyste Jacques Lacan, il parle de ces images terrifiantes que nous regardons mais qui nous regardent aussi dans une sorte de mouvement dialectique. Ces images qui nous révèlent une part de réel « dans ce qu'il a de moins pénétrable, du réel sans aucune médiation possible, du réel dernier, de l'objet essentiel qui n'est plus un objet, mais ce quelque chose devant quoi tous les mots s'arrêtent et toutes les catégories échouent (...) »⁴. Lacan fait référence pour décrire ces images terrifiantes à la tête de Méduse, l'une des trois Gorgones dans la mythologie grecque, dont la chevelure était faite de serpents et qui avait le pouvoir de pétrifier tout qui la regardait. Pour la combattre, Persée a utilisé son reflet dans un bouclier et l'a décapitée. Notre bouclier à nous pour contrer l'horreur, c'est le travail de médiation qui peut se faire par la création artistique. Réaliser un travail de mémoire sur les crimes nazis dans leur caractère



le plus extrême, c'est peut-être les regarder par un biais détourné, sorte de subterfuge pour ne pas nous-mêmes nous retrouver pétrifiés d'horreur et incapables d'agir puisqu'on le sait, le choc n'a jamais été un moteur ni à la réflexion critique, ni à l'action.

L'identification, la résonance avec son identité : faire ressentir

Mais faut-il le dire, cette transmission de faits mémoriels rencontre, depuis plusieurs années maintenant, la difficulté de la disparition des derniers témoins directs des atrocités nazies. Ces témoignages, étaient souvent émouvants de par le récit rapporté lui-même mais aussi en regard de la personne qui le racontait. Cette part de sensible et de subjectivité qu'amenait la plupart des témoins, y compris dans les témoignages écrits – on pense à Charlotte Delbo, à Jorge Semprun – avait une fonction importante dans le travail de transmission : la capacité à s'identifier, à se projeter, à faire entrer en résonance sa propre identité avec celle de celui ou celle qui raconte son histoire. Aujourd'hui encore, nous recevons des demandes pour rencontrer un ancien déporté, pour pouvoir écouter son récit. Il s'agit donc de trouver un autre moyen de transmettre un passé, une mémoire, sans pour autant faire défaut à la légitimité de celui qui raconte ou sans revêtir les habits de l'imposture. Comment continuer à transmettre le témoignage sans le témoin qui le portait tout en gardant la force émotionnelle d'un tel moment

d'échange ? Par ailleurs, il y a là aussi une question de langage, un langage qui change, celui de nos publics, le nôtre, qui n'est plus celui des témoins. La question des modalités de notre discours à destination par exemple des jeunes générations se pose également et cela passe par l'adaptation et l'évolution de notre langage.

L'œuvre de Charlotte Delbo est particulièrement représentative de cette recherche d'un nouveau langage, sans doute parce qu'en plus d'être une rescapée des camps de la mort, Delbo était avant tout une femme de lettres. Dès son retour à Paris, en juin 1945, Charlotte Delbo rédige d'une seule traite *Aucun de nous ne reviendra*, qui deviendra le premier volume de sa trilogie mémorielle *Auschwitz et après* (complétée plus tard par *Une connaissance inutile* et *Mesure de nos jours*). Dès le début, le lecteur se rend compte qu'il n'a pas là affaire à un récit testimonial classique : le style est dépouillé, le rythme syntaxique perturbé, de nombreuses répétitions ponctuent les pages, des gestes banals sont décrits et amplifiés jusqu'à un absurde terrifiant, le texte est brut, parfois dur et précis jusqu'à l'insoutenable, et, paradoxalement, le sentiment et l'émotion en sont pratiquement absents... L'œuvre de Charlotte Delbo semble tout entière insaisissable : aussi éloignée du récit-témoin classique qui relate précisément des faits vécus que de la fiction qui emporte le lecteur dans une réflexion empreinte d'émotion, elle tient davantage de l'œuvre d'art qui interpelle que de la narration qui explique. « Ainsi, [Delbo] ne vise pas à un récit mais à un "dire", à la fois personnel et collectif ; elle ne présente pas une relation historique des événements mais un déroulement poétique de moments dont elle a conscience à travers sa sensibilité.⁵ »

Créer de nouveaux mots, emprunter les détours de la fiction, forger de nouvelles formes narratives et littéraires afin de pouvoir dire, raconter, construire le récit pour que même l'inénarrable soit raconté, telles sont les missions que Delbo assigne au langage. Le témoignage, que celui-ci revête la forme du récit mémoriel, fictionnel ou historiographique, aura toujours pour vocation de transmettre, quitte à fonder une nouvelle narration. Dans son ouvrage *La mémoire saturée*, Régine Robin cite l'exemple de *Maus*, la bande dessinée qu'Art Spiegelman a consacré au témoignage de son père, comme l'illustration de la nécessité pour un auteur de « trouver son propre mode de connexion avec l'Holocauste, sa propre histoire, son propre récit » et ce, au nom de l'impératif éthique de « continuer à raconter des histoires »⁶.

Le libre et le liberticide : faire douter

Que dire enfin de ce que les pratiques et discours artistiques ont eu à subir de tout temps, et subissent encore aujourd'hui, face aux pouvoirs en place, qu'ils soient dictatoriaux, totalitaires ou même démocratiques ? L'art, en tant que manière de dire le monde, de poser un regard sur ce monde, en tant que vecteur de cette volonté de s'exprimer, parfois envers et contre tout, cette forme d'instinct de faire sens et de le manifester aux yeux du



page six

IMAGES - LECTURE - MÉMOIRE

Mesure de nos jours

Extraits d'*Auschwitz et après* de
Charlotte DELBO
paru aux Éditions de Minuit

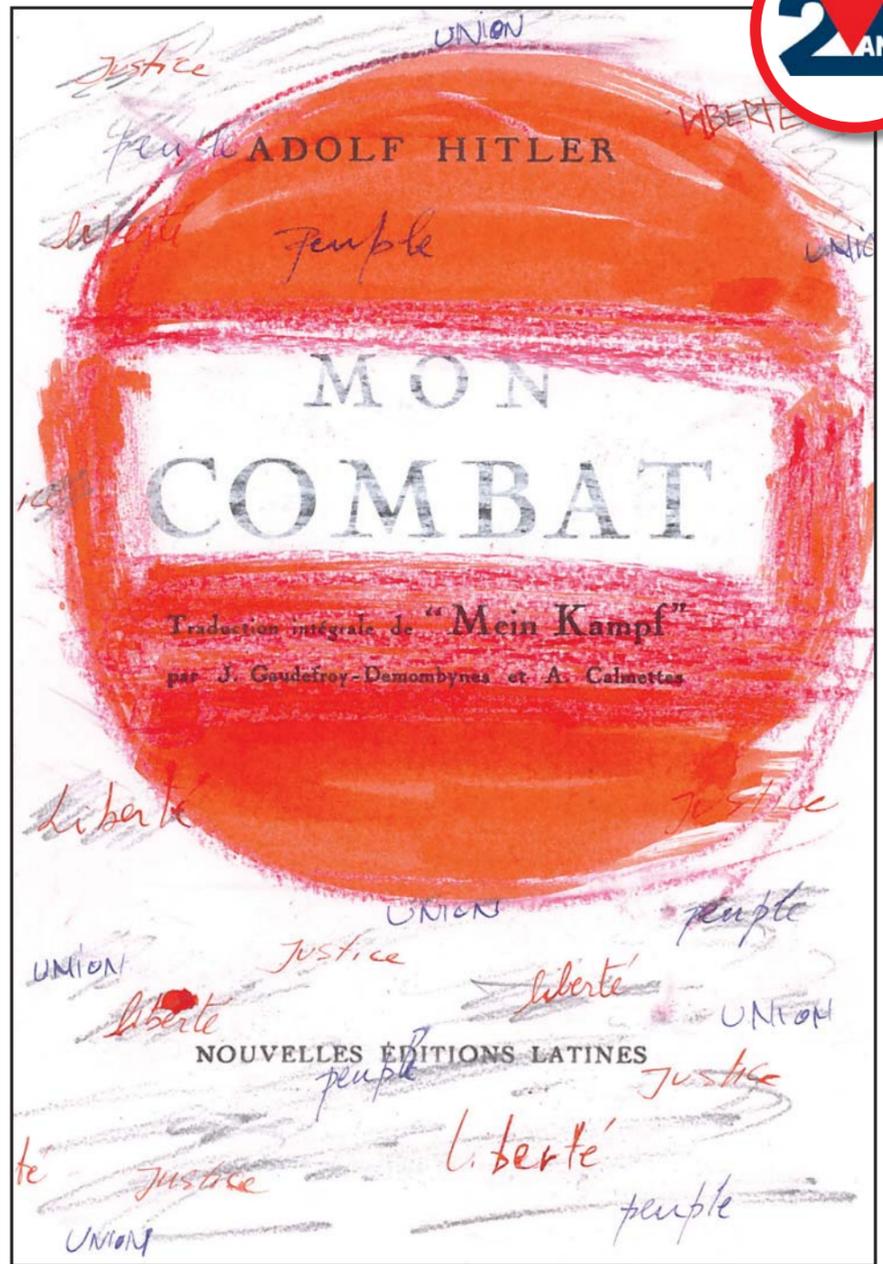
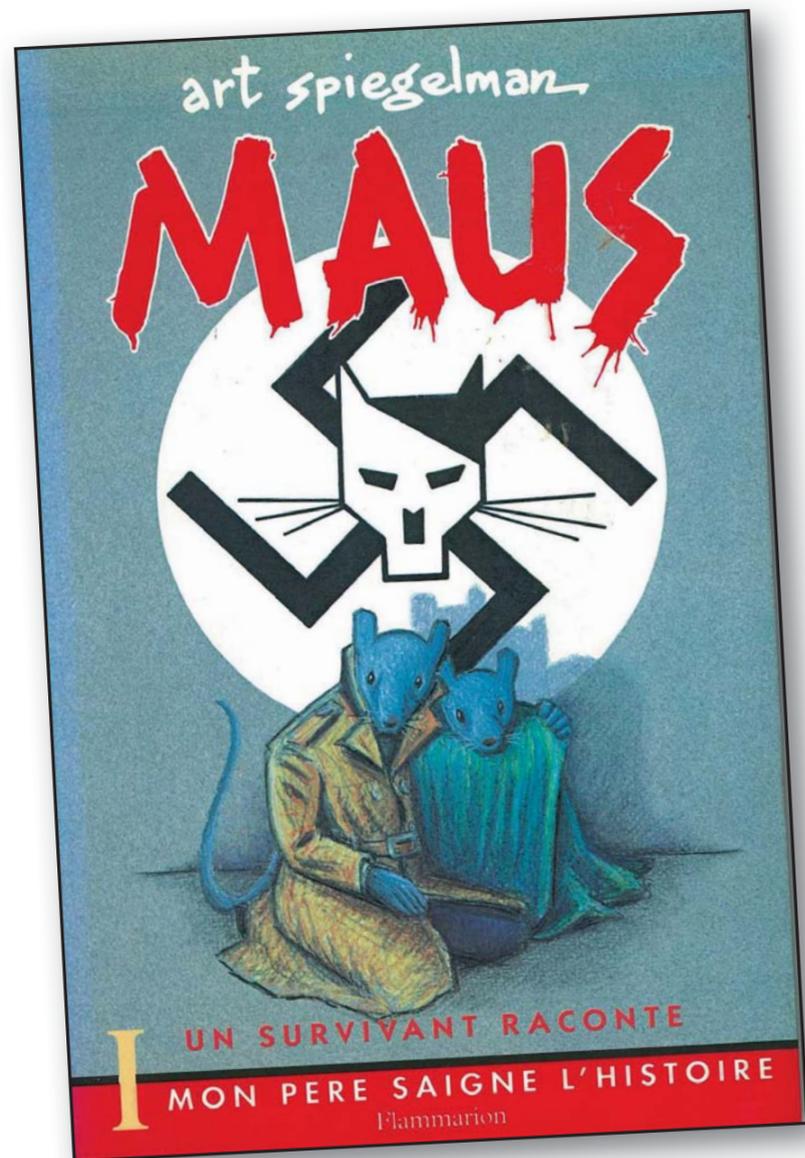
TERRITOIRES DE LA MÉMOIRE LFF LA FAMILIA FERRON ET SI

monde, a toujours attiré l'attention la plus accrue des puissants mais aussi des gardiens de l'ordre établi et de la bonne morale.

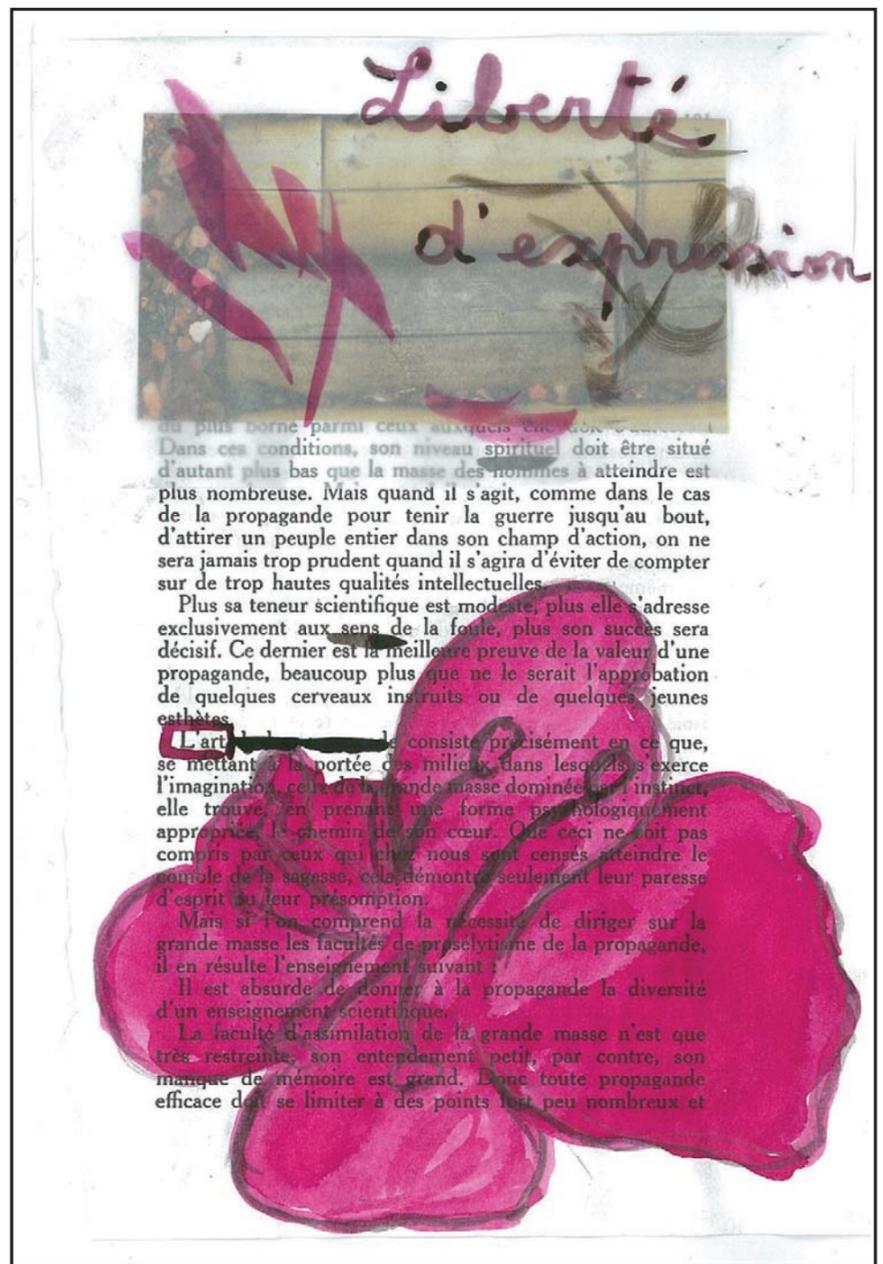
L'art c'est la transmission au monde d'une idée, d'un point de vue, qu'ils soient politiques ou non. L'acte de donner à voir des images, d'exercer sa liberté d'expression dans son sens le plus fondamental, recèle un caractère politique incontestable : il a la capacité d'infléchir des opinions, des comportements, de susciter des émotions et de faire se mouvoir les gens. Et le travail de mémoire tel que nous l'envisageons aux Territoires de la Mémoire, outre ses aspects historiques et mémoriels, c'est aussi d'exemplifier ce mécanisme du libre et du liberticide dont l'art nous offre des exemples de façon intemporelle voire universelle. Si nous devons incontestablement faire œuvre de pédagogie dans le rappel et l'explication rationnelle des faits historiques, de leur déroulement, de leurs liens de causes à effets, des dynamiques politiques et sociales qui les ont rendus possibles, cela ne peut, à notre avis, suffire à un travail de mémoire résolument tourné vers l'avenir et ancré dans la construction d'une société plus juste. L'art présente un terrain propice pour questionner dans une démarche dialectique le libre et le liberticide, le juste et l'injuste, le légal et l'illégal, le légitime et l'illégitime et donc aussi l'obéissance et la désobéissance. Les artistes ont toujours flirté avec la limite, avec ce qui était autorisé ou interdit. Ils aiment se positionner aux marges pour les interroger et à l'occasion les remettre en question. Ils ouvrent également le champ du questionnement sur la norme, la conformité, sur ce que cela comprend et ce que cela exclut. Ainsi, le travail réalisé autour de ces problématiques permet d'amener nos publics à se poser des questions, à élaborer un raisonnement critique et à insuffler du doute dans les certitudes qui nous habitent tous.

Délivrer notre message en empruntant les chemins de l'art, de l'écriture, de l'émotion ou encore du spectacle vivant, est une manière selon nous de permettre un ancrage dans un présent qu'il est parfois nécessaire de dégager d'une certaine insignifiance, celle des anniversaires dont on ne sait plus toujours ce qu'ils nous enjoignent à nous rappeler, *a fortiori* pour les plus jeunes. C'est aussi offrir aux gens que nous rencontrons la possibilité de fixer leur questionnement dans du concret, de façon incarnée et non dénuée d'une part de sensible et d'un certain plaisir. Si nous ne voulons pas tomber dans une position moralisatrice, nous devons continuer à faire évoluer le travail de mémoire, qui n'en restera pas moins un marqueur fort de l'identité de l'association et de ses pratiques pour toujours laisser à nos publics la capacité de se projeter, et ce de façon positive et en s'écouter soi-même.

- 1 Gaston BACHELARD, *La poétique de l'espace*, éd. Presses Universitaires de France, coll. « Quadrige », Paris, 2012 (1957 pour la 1re édition), p.63.
- 2 Sophie ERNST, « Résister à l'insignifiance du présent » in Geoffrey Grandjean, Gaëlle HENRARD et Julien PAULUS (éds.), *Mémoires déclinées : représentations, actions, projections*, Liège, Territoires de la Mémoire, 2016, p. 224.
- 3 Georges DIDI-HUBERMAN, *Images malgré tout*, éd. De Minuit, coll. « Paradoxe », Paris, 2003, p. 103.
- 4 Jacques LACAN, *Le Séminaire, II. Le moi dans la théorie de Freud et dans la technique de la psychanalyse* (1954-1955), cité dans Georges DIDI-HUBERMAN, *Ibidem*, p. 104.
- 5 Nicole THATCHER, *Charlotte Delbo : une voix singulière. Mémoire, témoignage et littérature*, Paris, L'Harmattan, 2003, p.14.
- 6 Régine ROBIN, *La mémoire saturée*, Paris, Stock, 2003, pp. 328-329.



page sept





« Les Citoyens du livre », ou le groupe de lecteurs de la Bibliothèque George Orwell

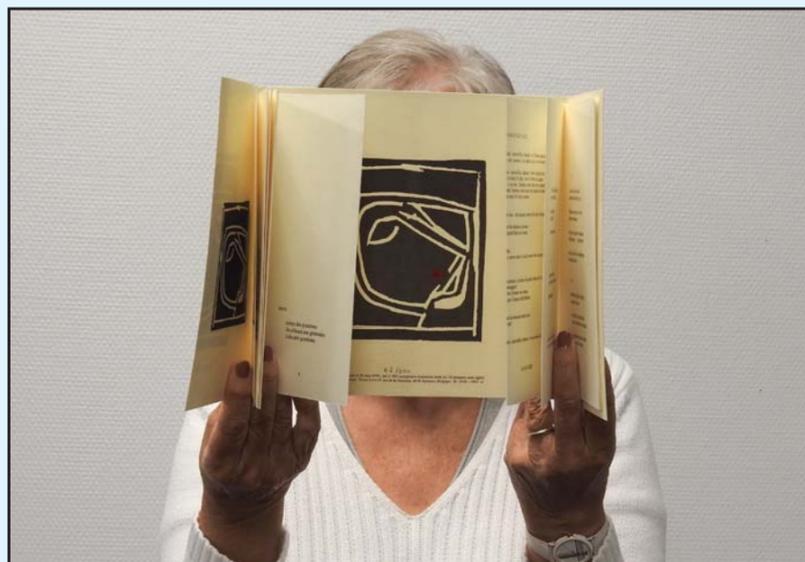
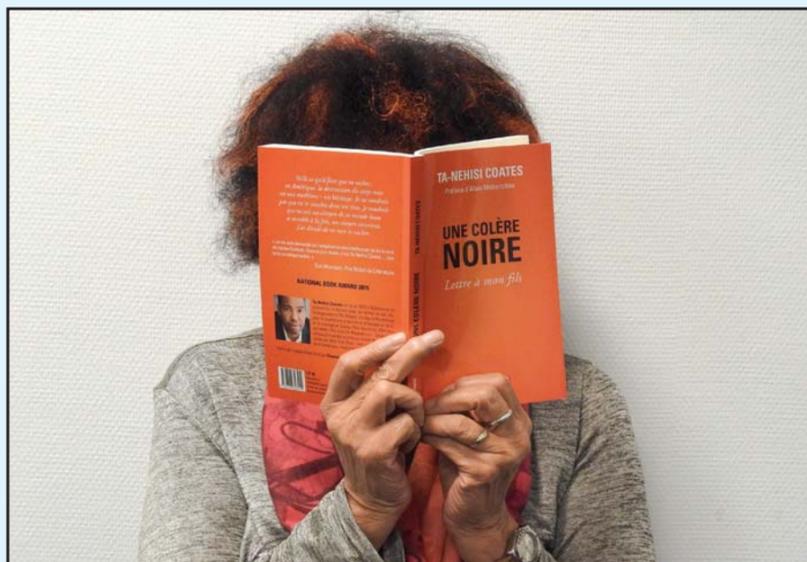
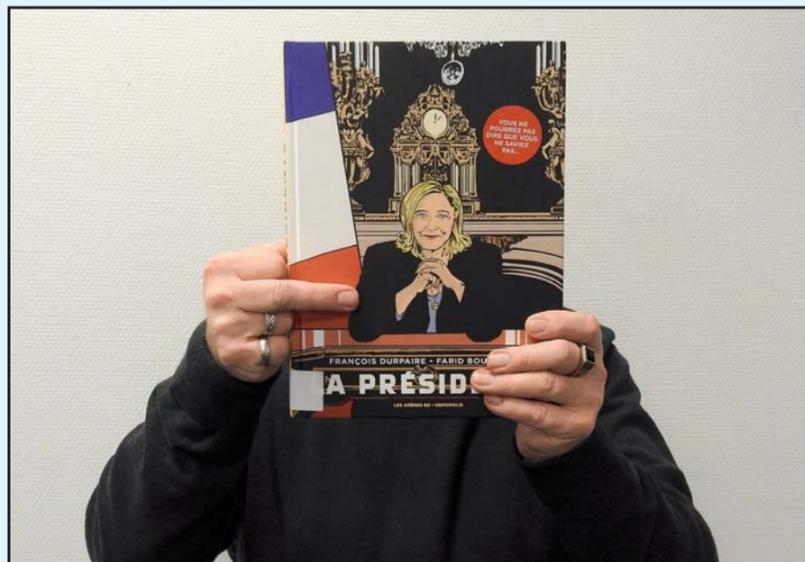
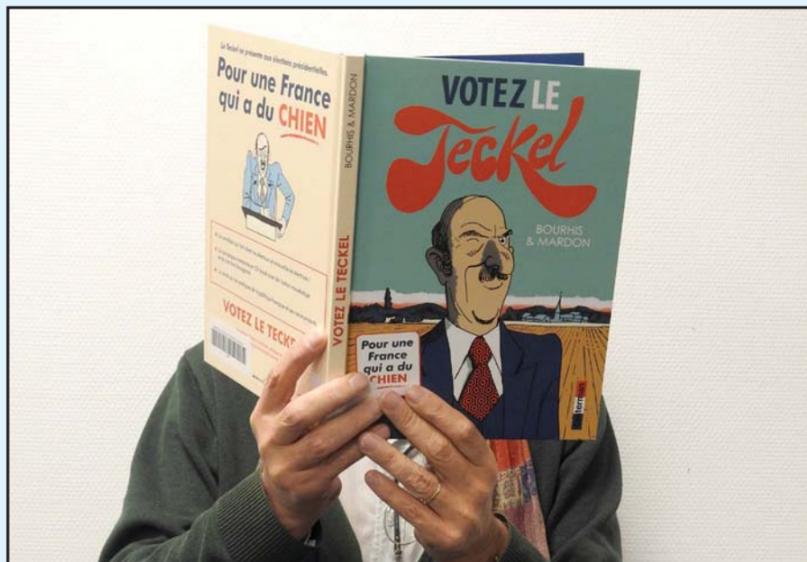
Nous sommes en 2014, quelques bénévoles des Territoires de la Mémoire aimeraient créer un groupe de lecteurs. Cela tombe bien, la Bibliothèque George Orwell est installée depuis peu à la Cité Miroir et sa salle de lecture ne demande qu'à accueillir de nouveaux visiteurs !

« Le Cercle littéraire des amateurs d'épluchures de patates » ? « Les électrons livres » ?... Non. Le collectif décide de s'appeler « Les Citoyens du livre », comme un acte de naissance ! Depuis lors, régulièrement, ce petit noyau – dans lequel est venu s'intégrer de nouveaux compagnons de lecture – se réunit dans une ambiance conviviale pour échanger autour de livres, naturellement, mais pas que ! Pour parler également de culture au sens large, de cinéma, d'expositions, de musique, de documentaires... Avec les Territoires de la Mémoire, la politique et l'histoire ne sont jamais très loin, mais les discussions se raccrochent aussi à l'actualité et brassent de nombreuses thématiques, au gré des envies. Il en ressort des moments entremêlant écoute, découvertes, débats et

partage de sensibilités individuelles. Le tout dans une approche bienveillante !

À ce jour, les Citoyens du livre se sont réunis vingt-deux fois.

Merci aux participant.e.s fidèles ou simplement de passage, qui contribuent à écrire l'histoire de ce groupe : Thomas, Philippe, Tamara, Paul, Michèle, Clara, Monique, Michel, Claire, Virginie, Jacqueline, Janina, Georges, Julie, Delphine, Camille, Nicolas, Céline, Philippe, Brigitte, Christine, Gaëlle, Christian, Naomi, Ingrid, Nicole, Danièle, Laura, Maude, Fabrice, Fabien, Denise, Marc, Margot, Guillaume, Xavier, Justine, Michel et Jérôme...



De « La Médiathèque » à « La Bibliothèque George Orwell »

Dès le départ, les fondateurs des Territoires de la Mémoire ont voulu mettre à la disposition du plus grand nombre des outils de compréhension du nazisme mais aussi et surtout, du monde pluriel et complexe dans lequel nous vivons. Par là aussi, lancer des pistes pour créer une société plus libre, plus solidaire, plus respectueuse.

Si, à sa création, la bibliothèque s'appellait « La Médiathèque » c'était notamment pour montrer la pluralité des supports disponibles : en plus du classique papier, il y avait des vinyles, des cd-rom, des disquettes, des affiches et puis, plus tard, du numérique.

Lors du déménagement, et pour rester cohérent avec les espaces de la Cité Miroir, « La Médiathèque » devient « La Bibliothèque George Orwell », non pas tant pour les écrits romanesques de cet

auteur (1984 et *La Ferme des animaux*) mais pour son combat de tous les instants et dans tous ses écrits contre les totalitarismes de droite ou de gauche.

La Bibliothèque mène aussi des activités autres que purement bibliothéconomiques. Elle met à la disposition des partenaires collectifs ou individuels, un « Espace rencontre » pour y réaliser des expositions, des projections, des rencontres d'auteur, des conférences ou des animations.





La Bibliothèque George Orwell présente quelques documents clés de son fonds constitué au cours de ces 25 dernières années.

par Michel Recloux, bibliothécaire

Les « coups de cœur »

• **Redrum : à la lettre contre le fascisme**, Les Impressions nouvelles, 2015

Redrum, murder... meurtre de la démocratie et peur, soit les symptômes d'une société en proie à la montée de l'extrême droite. Comment l'artiste peut-il se positionner face à cela ? Alain Jugnon, Pierre Alferi, Jean-Christophe Menu et de nombreux autres optent ici pour l'antifascisme littéraire, et proposent de critiquer mais aussi « guérir » du fascisme au moyen de la poésie. L'approche est interartistique (poème, essai, image, philosophie, théâtre), les textes et les illustrations s'alternent, tandis que le sérieux succède à l'humour. Un livre pluriel par sa forme et son fond qui s'oppose par son essence même au fascisme et à son message d'homogénéité

• **Carolie De Haas et Camille Besse, Osons la politique**, La ville brûle, 2016

Les auteures tentent – et j'ose espérer, arrivent – à nous faire (re)aimer la politique. Il n'est pas question que de politique politicienne, mais comme elles l'écrivent très bien « du meilleur outil dont nous disposons pour changer tout ce qui ne va pas dans notre société et dans notre monde. Faire de la politique, c'est refuser la fatalité ». Même si certains aspects sont franco-français, il reste un bon argumentaire pour faire face à ceux qui disent qu'ils n'en ont rien à faire de la politique.

• **Pierre Dardot et Christian Laval, Commun : essai sur la révolution au XXI^e siècle**, La Découverte, 2014

« Les communs, ces ressources diverses qui n'appartiennent à personne à proprement parler, et qui appartiennent donc à tout monde, régies la plupart du temps par un droit coutumier, sont l'expression d'un usage juridique oral spécifique, consacré par le temps et accepté par la population d'un territoire déterminé. » (*Aide-Mémoire*, n°81, 2017).

Une brique qui fait le point sur cette notion du commun. Une piste pour sortir d'un système inégalitaire en proposant l'entraide et le partage comme solution.

• **Emmanuel Dockès, Voyage en misarchie : essai pour tout reconstruire**, Éd. du Détour, 2017

Rappelez-vous d'où vient le mot « utopie », c'est Thomas Moore qui l'invente, il décrit un monde, une société, qui n'existe pas. Emmanuel Dockès fait de même dans son roman-essai. Il nous décrit la vie sociale, économique, culturelle, etc. d'un non-lieu. Sur cette île, la vie en commun est basée sur la « réduction maximale des pouvoirs et des dominations ». Tentant n'est-ce pas ?

Pour enfants (mais pas que)

• **Jérôme Ruillier, Ubu**, Bilboquet, 2007

Cet album destiné aux enfants mais que tout adulte appréciera, reprend l'idée du personnage d'Alfred Jarry, Ubu est un gros rond noir qui avale tout le monde, le roi rond, les ronds rouges, bleus, verts et moi-même. D'avoir trop mangé, il explose. Mais attention à ne pas l'oublier car il pourrait revenir.

• **David Cali et Serge Bloch, L'Ennemi**, Éd. Sarbacane, 2007

Ça commence par « C'est la guerre » et ça se termine par un message de paix envoyé à son ennemi qui se trouve dans le trou d'en face. Un album très beau, tant dans la forme que sur le fond. Une ode au pacifisme et à ne pas se laisser conter que l'autre, quel qu'il soit, est un ennemi.

• **Béa Deru-Renard et Neil Desmet, Les loups noirs**, L'école des Loisirs, Pastel, 2005

Un dessin efficace, une mise en page originale, une histoire à faire frémir de peur les enfants. Et pourtant, elle est, comme on dit, « basée sur des faits réels ». Cet album raconte la prise de pouvoir dans une riante vallée par des loups violents. Il faudra toute l'intelligence collective des animaux pour vaincre la force brutale de cette meute dirigée par Adolph « au regard noir plus noir que noir ».

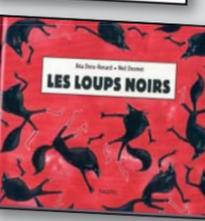
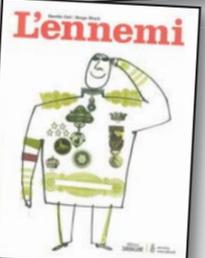
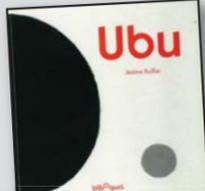
• **Michel Piquemal et Justine Brah, La robe rouge de Nonna**, Albin Michel Jeunesse, 2013

C'est comment de vivre sous le régime fasciste de Benito Mussolini ? D'être condamnée aux enfers parce qu'on n'est pas baptisée ? D'être maltraitée parce qu'on porte une robe rouge dans un pays dirigé par des chemises noires ? Pour certains, pour mettre leur famille en sécurité, c'est l'exil. Ce qu'il reste alors ce sont des chansons. *Così le genti che passeranno / O bella ciao, bella ciao, bella ciao ciao ciao / Così le genti che passeranno / Mi diranno « Che bel fior » / E questo è il fiore del partigiano / O bella ciao, bella ciao, bella ciao ciao ciao / E questo è il fiore del partigiano / Morto per la libertà.*

Les classiques

• **Bernard Bruneteau, Les Totalitarismes**, Armand Colin, 1999

The livre sur les régimes autoritaires totaux : nazisme, fascisme et stalinisme. Définitions, conceptions, image, tout, vous saurez tout sur les totalitarismes. Il ne fait pas l'impasse sur la controverse autour de ce concept, difficilement remplaçable. Certains y voient une manière de mettre sur un pied d'égalité des régimes dissemblables dans l'idéologie.



• **Maxime Steinberg, L'Etoile et le fusil : 3 tomes (4 volumes)**, Vie Ouvrière, coll. « Condition humaine », 1983-1987

S'il ne faut en citer qu'un, ce serait lui, Maxime Steinberg, LE spécialiste de la déportation à partir de la Belgique. Enfant caché (ses parents étaient des Juifs polonais), enseignant et communiste, il a énormément écrit sur la Shoah, dont certains ouvrages co-signés par Serge Klarsfeld. Ces 3 tomes : « La Question juive : 1940-1942 » ; « Les Cent jours de la Déportation des Juifs de Belgique 1942 » et « La Traque des Juifs 1942-1944 » (en 2 volumes) sont des documents indispensables pour la compréhension de la mise en œuvre de la « Solution finale » en Belgique.

• **Manuel Abramowicz, Les rats noirs : l'extrême droite en Belgique francophone**, Cerf et Luc Pire, 1996

L'auteur est le fondateur et l'animateur du site Résistances.be, web-journal d'investigation qui édite des « articles & enquêtes exclusives contre l'extrême droite, le racisme, l'intégrisme, le sectarisme, la pensée unique ... ». Manuel Abramowicz est dans ce domaine une des personnes ressources en Belgique. Il a également publié le *Guide des résistances à l'extrême droite* (Labor, 2005) et a participé au livre dirigé par Anne Morelli, *Rebelles et subversifs de nos régions : Des Gaulois jusqu'à nos jours* (Couleurs livre, 2011).

Les rats noirs fait le point sur la galaxie noire de l'extrême droite en Belgique, les partis et les mouvements, les francophones et les flamands. Un *who's who* complet de l'époque.

• **Claude Lefort, L'invention démocratique**, Fayard, éd. revue et corrigée, 1994

Sous-titré « les limites de la domination totalitaire », Claude Lefort analyse le régime « communiste » plus comme un projet anti-démocratique qu'anticapitaliste. Cet ouvrage est composé d'articles qui partent de faits d'actualité ou qui proposent une analyse théorique de la démocratie. Pour Lefort, la démocratie est l'opposition, le débat, la protestation dans les régimes totalitaires, elle est inventive car elle permet toujours l'expression de visions du monde opposées.

• **Tzvetan Todorov, Mémoire du mal, tentation du bien : enquête sur le siècle**, Robert Laffont, 2000

Apôtre de l'humanisme, l'auteur interroge « les leçons de l'affrontement entre le totalitarisme et son ennemi, la démocratie », puis les usages de la mémoire de ces événements et enfin, les conséquences de la chute des totalitarismes. Le « Mal » au passé, présent et avenir. Le « Bien » est traité par des portraits d'humanistes critiques (David Rousset, Germaine Tillion, Vassili Grossman...). Mais sans simplisme car si le totalitarisme peut nous apparaître comme l'Empire du Mal, la démocratie n'est pas nécessairement le Règne du Bien.

• **Jean-Pierre Chrétien (dir.), Rwanda, les médias du génocide**, Karthala, 1995

À peine un an après la fin du génocide des Tutsi au Rwanda, cet ouvrage explore la propagande qui l'a permis. Riche d'extraits de documents, il montre la montée en puissance du Hutu Power et le conditionnement des esprits qui conduit l'Homme à tuer son frère.

Sur supports anciens

• **Antifascisme et résistance, chansons sociales en Belgique, vol. 3**

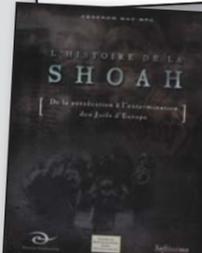
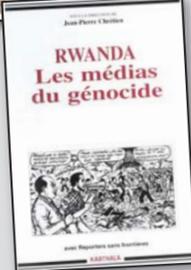
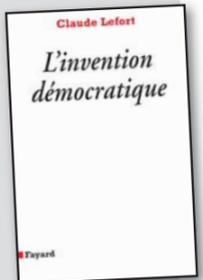
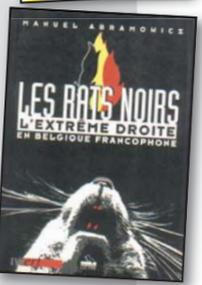
Disque vinyle 33t comportant 14 chansons par Cigal, Jacques-Ivan Duchèsne, Gam, Rémy Gillis, Jean-Claude Pierot, Luc Renkin, Christiane Stefanski et les Ateliers du Zoning. Quatorze chansons engagées sur des thèmes variés allant de la tragédie du Cap Arcona à Degrelle, en passant par les Brigades internationales, les bagnes et le chant d'espoir de Mauthausen. Elles sont accompagnées d'un livret explicatif concocté par Richard Kalisz et produit par la Fondation Jacques Gueux en 1979.

• **Marion Coty et Henri R. Coty, Les Camps de concentration nazis 1933-1945**, Fondation pour la Mémoire de la Déportation (Paris), 1995.4

Une VHS de 88 minutes sortie pour le 50^e anniversaire de la libération des camps qui fait le point sur l'univers concentrationnaire nazi. Henri Coty est un survivant qui est passé par les camps de Buchenwald, Dora et Bergen-Belsen. Cette vidéo est accompagnée d'un livret pédagogique de 22 pages proposant des pistes d'animation pour les enseignants.

• **L'Histoire de la Shoah : de la persécution à l'extermination des Juifs d'Europe**, Bruxelles : Endless, 1997

Ce CD-Rom est un des tout premiers à proposer une histoire complète de la Shoah en version numérique. Il n'est malheureusement plus lisible sur nos ordinateurs en 2018. Il se découpe en quatre sections principales : « La France et la Shoah » ; « L'Allemagne d'Hitler » ; « La Shoah » ; « L'après-guerre ». Il contient des biographies, des photographies, de l'audio, des vidéos, des cartes interactives, une ligne de temps, un glossaire et de la musique. Il donne accès à une liste complète des Juifs déportés de France, reprenant les nom, prénom, lieu d'origine, date de naissance, lieu de déportation ainsi que la date et le numéro de convoi.



Ces livres sont disponibles en prêt à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire ou à la vente dans les bonnes librairies dont la librairie Stéphane Hessel à la Cité Miroir.



« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Commémoration

Il ne faut pas être grand clerc pour s'apercevoir que notre époque est atteinte de fièvre commémorative. Rien que pour cette année 2018, le site herodote.net a recensé plus de 130 anniversaires significatifs en France et dans le monde. Il y eut, en vrac, et en se limitant à quelques-uns d'entre eux, le début de la guerre de Trente Ans (1618), la fondation de La Nouvelle-Orléans (1718), le bicentenaire de la naissance de Karl Marx (1818), l'Armistice du 11 novembre mettant fin à la Première Guerre mondiale (1918) et l'incontournable Mai 68.

Pas question, bien sûr, de mettre en cause le bien-fondé des commémorations auxquelles ont donné lieu ces événements mémoriels, les deux derniers en particulier, le second pouvant être qualifié de psychodrame et le premier de drame authentique pour une jeunesse européenne fauchée sur les champs d'horreur du continent. Ni de se soustraire à un « devoir de mémoire » dont l'impérieuse exigence est de servir de bouclier contre l'amnésie et, aujourd'hui de plus en plus, contre les insidieuses réécritures de l'Histoire.

Mais l'attention indispensable portée au passé, à ses tragédies en priorité, n'a pas à se muer en obsession paralysante, avec le risque de voir se détourner les regards d'une réalité actuelle pour le moins préoccupante. Car le danger est grand que nous tolérions distraitemment aujourd'hui ce que nous dénonçons avec vigueur pour hier. Bonne conscience décidément pas morte ?

Comment s'explique le flux commémoratif quasi continu qui envahit notre quotidien ? Incriminer les médias est, dans ce cas-ci aussi, trop court, même s'ils ont – impératif de vente oblige – une propension à faire flèche de tout anniversaire et à réactiver un fonds historique providentiel. L'explication est plutôt à rechercher du côté d'une société inquiète de son avenir, incertaine de ses valeurs, et qui a tendance à se réfugier dans le passé pour soigner sa gueule de bois idéologique tout en exorcisant ses peurs présentes. D'où sa manière d'aborder le futur un œil fixé sur le rétroviseur.

Or, paradoxalement, un certain oubli peut avoir des vertus plus salutaires que le souvenir, surtout quand celui-ci se met au service du ressentiment. Il faut savoir tourner la page, à condition de l'avoir bien lue. Exemple fut à cet égard le travail accompli en Afrique du Sud par la commission « Vérité et Réconciliation », établie en 1995, après la fin de la politique d'apartheid qui avait été introduite en 1948. De même nature avait été, quelques années à peine après la signature du traité de Versailles (28 juin 1919), la politique de rapprochement franco-allemand menée, conjointement avec son homologue d'outre-Rhin Gustav Stresemann, par le ministre français des Affaires étrangères Aristide Briand. Il avait prononcé un discours mémorable, le 10 septembre 1926, à la tribune de la SDN à Genève, discours qui se terminait par cette envolée : « Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix. »

Les Territoires de la Mémoire, qui fêtent leur 25^e anniversaire cette année, s'inscrivent manifestement dans le sillage de ce « Pèlerin de la paix » que fut Briand. Leur mérite, qui n'est pas le moindre, est de s'adresser aux jeunes générations qui risquent, par inadvertance ou une fatale distraction, de voir resurgir les heures sombres que l'on croyait à jamais révolues. Oui, le présent se fait de plus en plus inquiétant, avec la montée tous azimuts de l'extrême droite à laquelle nous assistons. Peut-être même que « nous sommes plus proches du sinistre que du tocsin » (René Char). Raison de plus pour soutenir la vaillante équipe des Territoires et lui souhaiter « bon vent » !

Finalement, il y a des commémorations qui ont toute leur place dans notre Cité ardente... ••

22 ans d'Aide-mémoire

Aide-mémoire, le journal des Territoires de la Mémoire, ne fête pas ses 25 ans mais ses 22 ans !

Publié en juin 1996, le numéro 0 n'était composé que de 4 pages comportant quelques brèves ici et là et non signées. Au fil du temps, il a grandi. Ses 4 pages se sont transformées en 8 puis 12, un comité de rédaction s'est formé et ses thématiques qui, au départ, tournaient essentiellement autour de l'extrême droite se sont élargies. Il faudra cependant attendre le numéro 62 pour que la couleur fasse son apparition.

Aide-mémoire a vu passer bon nombres d'auteurs différents ainsi qu'un changement de rédacteur en chef. Au numéro 64, Jérôme Jamin, en place depuis le n°8, passe la main à Julien Paulus à la tête de la rédaction. Certains auteurs ont fait un passage éclair (Anne Morelli, Aslan Igrek et Clara Kerstenne) tandis que d'autres sont plus réguliers

comme Julien Dohet, Olivier Starquit, Jenifer Devresse ou encore Maite Molina Mármol.

Les 86 numéros ont recensé 25 thématiques principales différentes dont les trois plus importantes sont l'extrême droite (20%), démocratie & citoyenneté (10%) et nazisme & fascisme (7%). Mais il n'y a pas que les thèmes qui se sont développés, les articles aussi. Les quelques brèves clairessemées se sont transformées en véritables articles de fond, rangés dans des rubriques de plus en plus multiples.

Aide-mémoire a évolué aussi bien sur le fond que sur la forme. Les auteurs se sont multipliés, les articles « intensifiés » et les thématiques diversifiées. Rendez-vous dans... 22 ans pour voir ce qu'il sera devenu.



22 ans de thématiques dans la revue *Aide-mémoire*



Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Résistance et à la Citoyenneté • *Aide-Mémoire* est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Président : Jérôme Jamin • Directeur : Jacques Smits • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Tél. : 04 232 70 60 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : aide-memoire@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable : Jérôme Jamin • Directeur de la publication : Jacques Smits • Directeur Adjoint : Philippe Marchal • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Henri Deleersnijder, Jérôme Delnooz, Jenifer Devresse, Gaëlle Henrard, Jérôme Jamin, Philippe Marchal, Maite Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Raphaël Schraepen, Olivier Starquit • Infographie et mise en page : Millillu - Valérie Pernot - Polleur • Impression : Vervinck et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction. Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs. • ISSN 1377-7831

Retour sur 18 ans et 70 chroniques sur l'idéologie d'extrême droite

Entretien avec Julien Dohet

Aide-mémoire : Quelles étaient les motivations à l'origine de cette chronique ?

Julien Dohet : L'idée de cette chronique est née lors d'une discussion avec Jérôme Jamin, rédacteur en chef d'*Aide-mémoire* à l'époque. Elle partait du constat que si le discours, disons « basique », d'extrême droite était relativement connu dans le milieu antifasciste, peu de gens par contre avaient lu sa littérature et savaient réellement ce qu'elle dit. En caricaturant un peu, on pourrait dire que ce milieu était dans une posture de type « le fascisme c'est pas bien » sans avoir pris la peine de lire les livres. Cela s'explique en partie par le fait qu'effectivement on ne voit pas très bien pourquoi on passerait du temps à lire des livres sur une idéologie à laquelle on n'adhère absolument pas. Mais aussi par le fait qu'il y a 18 ans, ces livres étaient tout de même moins facilement dénichables qu'aujourd'hui à l'ère d'internet et des réseaux sociaux. Certes, Internet existait mais n'était pas utilisé comme aujourd'hui et, dès lors, pour trouver des livres d'extrême droite à l'époque, il fallait faire les bouquinistes ou éventuellement commander en librairie les quelques livres qui restaient édités ou réédités. À ce sujet, il faut savoir qu'il existe toute une série de livres qui ont été réédités et qui passent relativement inaperçus alors que leur contenu relève typiquement de l'idéologie d'extrême droite. Les deux que je cite souvent en exemple (et que je n'ai d'ailleurs jamais chroniqués) sont *Gilles* de Pierre Drieu la Rochelle et *Notre avant-guerre* de Robert Brasillach, qui sont tous les deux en format Livre de Poche ou Folio – et donc tout à fait accessibles – alors que le contenu est particulièrement radical. Sans parler de *Mein Kampf* qu'on peut, en théorie, aller commander dans n'importe quelle librairie puisqu'il a été réédité en France de façon tout à fait légale, avec, comme seul appareil critique, un ajout de quelques pages qui rappellent ce que fut le nazisme et ses conséquences dramatiques. Il est même précisé que c'est la justice qui a obligé l'éditeur à insérer cette note.

Quoi qu'il en soit, l'idée de la chronique était donc de décoder le discours et de montrer ce qu'il y a vraiment dans les textes d'idéologues d'extrême droite. Il y avait en outre le pari, et le risque en même temps, de rendre la chronique un peu compliquée à lire par l'ajout de larges citations extraites du livre analysé. Car l'idée n'était pas de réécrire ce que disent ces idéologues mais de le retranscrire *in extenso* et d'encadrer cette lecture par l'un ou l'autre commentaire critique. C'était ça l'idée de base et cela a débuté par un petit opuscule de REF¹, groupuscule de la région liégeoise à l'époque.

Aide-mémoire : Comme tu l'as écrit dans l'introduction de ton livre *Le darwinisme volé*, il s'agissait aussi de montrer que, contrairement à une idée fort répandue, la pensée d'extrême droite relevait d'une vision très cohérente du monde.

Julien Dohet : Ça, c'était l'autre aspect de la chronique effectivement : montrer qu'il ne s'agissait pas d'une bande d'excités, crânes rasés et bas de plafond. Il fallait sortir de cette caricature en montrant qu'effectivement, il y avait derrière cette image – peut-être en partie correcte en ce qui concerne quelques individus – une série de gens qui étaient en capacité d'écrire des choses qu'on peut ne pas partager mais qui tiennent la route dans le cadre d'une certaine vision du monde ; que ces gens ont des références et qu'ils ne sont pas forcément faciles à lire. Je pense d'ailleurs qu'une grande partie de leur électorat ne les a jamais lus, même si, en ce qui concerne les militants, j'ai plus de doutes. Et, derrière cela, c'est une véritable culture qui se développe, avec de la musique, de la BD également. L'envie était de montrer cette cohérence, d'où toutes les notes de bas de pages qui renvoient les chroniques entre elles et qui, même si elles peuvent quelque peu alourdir la lecture, sont nécessaires justement pour montrer que tout cela se tient, que c'est cohérent.

Aide-mémoire : Comment choisis-tu tes auteurs ? On observe d'ailleurs un caractère international dans ce choix, pourquoi ? Qu'est-ce cela implique ?

Julien Dohet : Pour la première chronique, l'idée était d'analyser un mouvement d'extrême droite qui existait à l'époque puis, très vite, on a souhaité alterner entre des auteurs connus – plus « grand public », si on peut dire : Hitler, Goebbels, Degrelle – et d'autres plus méconnus mais néanmoins importants. D'une manière générale, je voulais analyser des



idéologues qui avaient quand même, à un moment donné, exercé une influence sur ce milieu-là ou de façon plus large. Il y avait également le souhait de varier les périodes avec des auteurs plus ou moins récents. Mais aussi de varier géographiquement, à la restriction près que je ne travaille que sur des éditions francophones, c'est-à-dire qui ont pu avoir un impact sur un public francophone, public qui est également celui des Territoires de la Mémoire.

Une autre préoccupation qui est assez vite intervenue pour cette chronique, c'était de montrer qu'il n'y a pas que de la philosophie politique ou des livres très théoriques mais qu'il existe aussi des livres de fiction. Par exemple, j'ai abordé un roman militaire ou encore la thématique des collectionneurs, la BD, les livres pour enfants, le cinéma. J'essayais ainsi de montrer que, par rapport à un monde cohérent, il y a plusieurs angles d'approche et que la littérature d'extrême droite ne se limite pas à des opuscules de sciences politiques mais que c'est beaucoup plus large que cela. Et dans le même esprit, j'ai également analysé des brochures ou sites Web. De la même manière, j'ai ainsi eu l'occasion d'analyser des journaux internes au Front national.

Aide-mémoire : Au-delà des facilités créées par Internet, les réseaux sociaux et autre, comment expliques-tu qu'il soit si facile de mettre la main sur ce genre d'écrits aujourd'hui ?

Julien Dohet : Le critère technologique reste pour moi le critère principal. Ensuite, je dirais qu'il y a eu au cours du temps une porosité de la droite – et peut-être pas seulement de la droite – aux idées d'extrême droite. En termes de diffusion des idées, une partie de ce discours – pas tout heureusement – a percolé ailleurs. C'est en partie lié à une stratégie, développée par l'extrême droite elle-même, d'entrisme dans des partis de droite ou dans des lieux de pensée de la droite. Des exemples caractéristiques de cet entrisme se retrouvent auprès d'individus qui tournaient autour du groupe « Occident » – devenu « Ordre nouveau » – ; des gens comme Alain Madelin ou Gérard Longuet qui ont ensuite fait carrière à droite en restant à la droite de cette droite. C'est une stratégie concertée et réfléchie qui consiste à sortir du microcosme et des groupuscules pour gagner la bataille intellectuelle en entrant dans la droite classique et en y instillant des idées, des éléments de langage. Cette stratégie fut théorisée notamment par Alain De Benoist sur lequel j'ai également fait une chronique².

Aide-mémoire : Est-ce qu'après toutes ces années de chroniques, tu relèves toujours les mêmes critères, le même canevas de base pourrait-on dire, dans les écrits d'extrême droite ?

Julien Dohet : Oui. On en revient à la cohérence. En fait, on retrouve toujours, en tout ou en partie, le canevas du darwinisme social qui, selon moi, est central dans la pensée d'extrême droite et qui a fait l'objet d'un livre³ et de plusieurs articles. Je peux prendre n'importe quel auteur ou livre, je retrouverai des aspects qui relient les écrits à ce concept. Cela confirme bel et bien qu'il y a une pensée structurée là-dedans et, de fait, je ne me suis jamais retrouvé avec un bouquin qui était totalement impossible à intégrer dans le schéma du darwinisme social. Évidemment, c'est parfois ténu ou plus léger mais, à d'autres moments, c'est très explicite. En fait, je reste persuadé que le darwinisme social est central dans la vision du monde et l'idéologie propres à l'extrême droite.

Aide-mémoire : Mais en montrant cette fameuse cohérence de pensée, ne prend-on pas le risque de la rendre « attrac-

tive » sous certains aspects ? Les constats que posaient des gens comme Alain De Benoist ou François Duprat⁴ dans les années septante pourraient recevoir un certain écho aujourd'hui, à une époque où la posture « anti-système » a le vent en poupe...

Julien Dohet : Je répondrai en plusieurs temps. Tout d'abord, le danger de les rendre « attrayants » existe en effet avec une telle chronique mais il y a, je pense, les commentaires critiques qui entourent le texte analysé qui sont là pour contrôler ces potentiels « effets d'attraction ». Ensuite, c'est tout de même une chronique qui est publiée dans la revue *Aide-mémoire* depuis 18 ans, donc l'orientation est claire. Maintenant, je ne suis pas sûr que ce soit par le biais de ses écrits que l'extrême droite se rend plus attrayante. Au contraire, je pense que c'est le côté « interdit » qui peut les rendre plus attractifs. Le côté sulfureux peut donner envie d'aller voir, or cette chronique est là aussi pour désamorcer cela.

Pour ce qui est des constats, on peut bien sûr voir des similitudes avec d'autres courants de pensée contestataires, mais sur une partie seulement. Alain De Benoist illustre particulièrement bien cela, en reprenant des auteurs comme Gramsci et en lui donnant raison tout en retournant sa pensée, notamment sur la question de la conquête culturelle. Une autre similitude sur les constats peut être relevée dans le refus du système parlementaire ou en tout cas dans une volonté de limitation. L'extrême droite est effectivement contre un tel système, à l'instar d'une certaine partie de la gauche, mais propose comme solution la concentration du pouvoir entre les mains d'un seul et une hiérarchie forte, tandis que la gauche va rechercher une horizontalité maximale. Donc, s'il y a bien quelques similitudes avec la gauche sur les constats, c'est surtout au niveau des solutions proposées que l'extrême droite tire sa particularité.

Cela dit, même en ce qui concerne la question des solutions, les choses sont compliquées. Car s'il existe bien une cohérence quant à la vision du monde, l'extrême droite n'est pas pour autant homogène dans l'articulation de cette vision du monde. Par exemple, un monde sépare un Bernard Antony⁵, d'ultra-droite, catholique réactionnaire, fondateur de l'AGRIE, d'un Pierre Vial⁶ identitaire, païen et fondateur de Terre et Peuple. Mais le darwinisme social relie les deux, même s'ils ne s'entendent pas du tout entre eux. On peut d'ailleurs observer le même genre de désaccord à gauche. Mais, à nouveau, similitude ne veut pas dire comparaison.

Aide-mémoire : Comment vois-tu l'évolution de cette chronique ? Existe-t-il des auteurs contemporains, plus jeunes, avec un discours peut-être plus moderne ?

Julien Dohet : La difficulté, c'est qu'ils n'apparaissent pas forcément en première ligne et donc il faut arriver à les identifier. C'est vrai que les auteurs que j'ai chroniqués jusqu'ici l'ont été *a posteriori*, avec des écrits dont on sait qu'ils ont été des livres importants dans l'histoire de l'extrême droite, cités par d'autres, dont les auteurs sont apparus dans des organigrammes, à des postes clés, etc. C'est plus difficile de discerner dans la production contemporaine d'extrême droite quels vont être les ouvrages qui marqueront. Dans cette perspective, je pensais choisir le dernier livre d'Éric Zemmour, *Destin français*, pour voir si ma grille d'analyse fonctionne avec un auteur comme lui. L'idéologie qu'il développe me semble cadrer avec cette chronique et avec l'analyse mais est-ce que cela fonctionnera à la lecture de son livre ? Je n'en sais rien. Il est possible qu'on s'aperçoive qu'il ne rentre pas dans le schéma. Ou alors qu'il y a des nouveaux critères à prendre en compte dans la grille d'analyse de l'extrême droite.

¹ Voir « REF. L'espoir wallon. Histoire du mouvement (1995-1998) », in *Aide-mémoire* n°16, janvier-mars 2001.

² Voir « Alain De Benoist, le Gramsci de l'extrême droite », in *Aide-mémoire* n°78, octobre-décembre 2016.

³ Julien DOHET, *Le darwinisme volé*, préface d'Alain Bihl, éd. Territoires de la Mémoire, coll. « Livres Écrits », 2010.

⁴ Voir « Plongée chez les radicaux de l'extrême droite », in *Aide-mémoire* n°76, avril-juin 2016.

⁵ Voir « La loi du décalogue », in *Aide-mémoire* n°64, avril-juin 2013.

⁶ Voir « La tendance païenne de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°38, octobre-décembre 2006.



page onze



LA PREMIÈRE
SOYEZ CURIEUX



Le réseau « Territoire de Mémoire »
Les villes ou les communes
Aiseau-Prezles, Amay, Andenne, Anderlecht, Anderlues, Anhée, Ans, Anthisnes, Antoing, Arlon, Assesse, Aubange, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beaumont, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Boleil, Berloz, Bertrix, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Braives, Bruxelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chièvres, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussines, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeck, Evere, Farcennes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Froidchapelle, Gedinne, Geer, Genappe, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Itre, Jalhay, Jemeppe-sur-Sambre, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Liège, Lierneux, Limbourg, Lincent, Lobbes, Malmédy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quaregnon, Quévy, Ramillies, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvroy, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Gilles, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Silly, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tinlot, Tintigny, Trois-Ponts, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verlaine, Verviers, Vielsalm, Virroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremme, Wasseiges, Wavre, Welkenraedt, Wellin, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Yvoir
Les provinces : Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg

Le mot du Président

Par Jérôme Jamin



Lorsque les fondateurs de notre association se sont mis autour de la table pour préparer les futurs statuts, ils étaient foncièrement inquiets de voir le retour de l'extrême droite sur la scène politique. C'était en 1993, et en tant qu'anciens combattants, anciens résistants et parfois anciens déportés des camps de concentration, ils percevaient mieux que personne les points communs entre l'ascension du Front national et du *Vlaams Blok* et le succès des fascismes des années 30 ! C'était d'ailleurs d'autant plus facile pour eux qu'à l'époque il existait au sein de ces partis un nombre considérable de cadres, d'écrivains et d'idéologues qui étaient également des anciens collaborateurs, quelques dizaines d'années plus tôt... Le lien entre l'extrême droite des années 90 et les fascismes historiques était une évidence !

tellement charismatiques et les ressources tellement rares ! Ces droits sont décevants, ils sont souvent inefficaces, ils sont des mots avec parfois peu d'impact sur la réalité. Et leurs violations permanentes permettent à l'extrême droite de les défendre mais « chez soi » ! De les citer, mais pour « nous » ! D'y faire référence mais sans leur caractère universel.

Au-delà de l'extrême droite et du souvenir du fascisme, c'était aussi un attachement aux droits de l'homme qui a animé les porteurs de ce qui allait devenir les Territoires de la Mémoire. Ces droits sont fondamentaux pensaient-ils, ils sont une base solide pour préparer le futur, pour anticiper l'avenir, notamment en s'appuyant sur le passé et en ressortant des ténèbres les violations les plus terribles et les plus inouïes de la dignité humaine (barbarie nazie, totalitarisme stalinien, dictature de Pol Pot et de Pinochet, etc.). Les droits de l'homme dépassaient et dépassent toujours les cadres géographiques et les contextes historiques, ils concernent tout le monde à tout moment, ils sont universels ! Universels !

L'extrême droite contemporaine au pouvoir ou proche du pouvoir (Hongrie, Autriche, Italie, Suisse, Brésil, États-Unis, etc.) ne rejette pas les droits de l'homme, elle les réserve à la population autochtone et « authentique », entendez blanche et chrétienne. Elle ne s'oppose pas frontalement aux droits fondamentaux, elle veut les circonscrire aux peuples occidentaux !

Universels ? C'est peut-être ici paradoxalement que le piège peut se retourner sur nous et c'est ici que réside le défi pour les 25 années à venir. Les droits de l'homme sont universels et donc, par nature, ils sont très souvent bafoués, les contextes sont tellement nombreux, les conflits tellement graves, les démagogues

l'extrême droite sait que les pays qui se targuent d'être les plus respectueux des droits fondamentaux négocient avec les pires dictatures pour des raisons économiques quand d'autres donnent des leçons, tout en restaurant et en multipliant les exceptions sur leur propre territoire.

L'extrême droite perçoit le cynisme et propose des droits fondamentaux désormais locaux ou nationaux, mais certainement plus du tout universels ! Si cette conception des droits fait tache d'huile dans l'opinion publique, elle représentera un enjeu fondamental pour les Territoires de la Mémoire. ••



page douze

Portez la Mémoire et construisez l'avenir Devenez membre

et profitez entre-autres des avantages suivants :



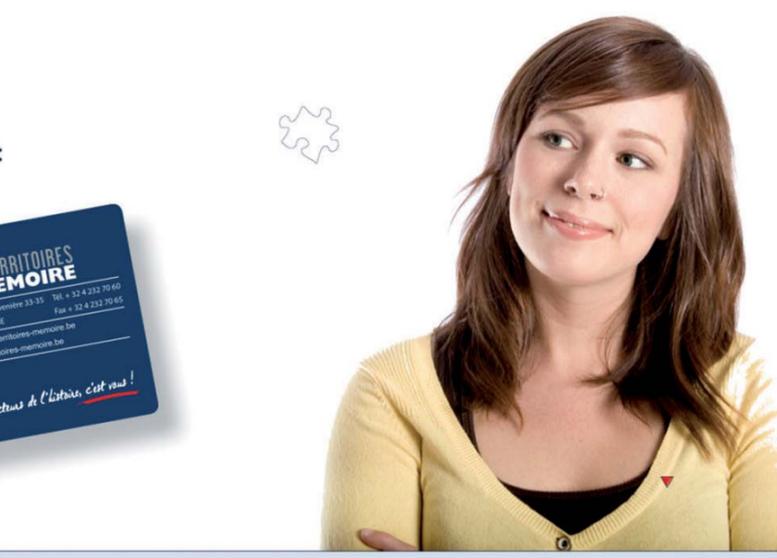
▼ La revue Aide-Mémoire à votre domicile



▼ L'entrée gratuite à l'exposition Plus jamais ça !



▼ Tarif réduit pour les activités de La Cité Miroir



Versez 10 € (5 € pour les moins de 26 ans) sur le compte
BE14 0682 4315 5583
Une carte vous sera envoyée
et vous bénéficierez des avantages.



Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

www.territoires-memoire.be/membre